

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1964

26 août 2011

SOMMAIRE

Alzette Properties S.A.	94232	New Luxembourg China S.A.	94245
BCA Bank Fund	94234	Obsidian	94233
Bolux	94226	Ourworld Funds	94232
CITYLUX Spf S.A.	94233	Pamir S.A., SPF	94257
CROWN PREMIUM General Partner S.à r.l.	94247	Pareast S.à r.l.	94258
CROWN PREMIUM IV Komplementär S.à r.l.	94247	Parest S.A.	94258
Eleusis	94227	Parest S.A.	94258
Ernesto FCP-FIS	94233	Parest S.A.	94267
FU Fonds	94233	Parfon S.A.	94250
Global Aviation Technical Solutions SECS	94258	Parhold S.A.	94268
Global Private Equity Select	94246	Parisian Property Partners S. à r.l.	94250
Global Property Select	94245	Park Avenue S.A.	94268
Handelsbanken Funds	94228	Park Avenue S.A.	94271
HWB Invest	94234	Passion Pneu Europe S.A.	94268
Independant Tyres Dealers Network Hold- ing S.A.	94268	Patron Handelshof Holding S.à r.l.	94234
International Light and Design S.A.	94272	Pearson Luxembourg N°. 1.	94250
Kenross Lux S.à r.l.	94272	PerkinElmer Holding Luxembourg	94251
Lacuna SIF	94234	Popso (Suisse) Investment Fund SICAV	94226
Locatem S.A.	94227	Portfolio Solutions S.A.	94251
Lux Solaire S.A.	94272	P.R.N.E. SA Parc Résidentiel Nei Esch ...	94249
Masaga S.A.	94272	P.R.N.E. SA Parc Résidentiel Nei Esch ...	94250
MB Investment S.A.	94268	Pub Freehold Acquisitions S.à r.l.	94251
MENA Joint Investment Fund S.C.A., SI- CAV-SIF	94268	Real Estate and Securities Investments S.A.	94258
Microtrade S.à r.l.	94267	Real Estate MK	94245
Minakem Finance S.à r.l.	94267	RECAP I S.à r.l.	94271
Mizuho Alpine Fund	94245	ROSKAM et DECLERCK Immobiliers s.à r.l.	94271
MP Participations S.à r.l.	94267	Spectrum Commodity	94234
Naturgas Kielen	94247	Sunrise Real Estate S.A.	94227
Navy Financière S.A.	94249	Temco Services SPRL - Succursale à Lu- xembourg	94271
NBG Asset Management Luxembourg ...	94250	Variopartner SICAV	94229
Neuheim Lux Group Holding V	94247	WestOptiZins	94246
		WestRendit	94246

Bolux, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 33.507.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la Sicav BOLUX à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *15 septembre 2011* à 15.00 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du réviseur d'entreprises agréé
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 30 juin 2011
3. Affectation des résultats
4. Quitus aux Administrateurs
5. Renouvellement du mandat du réviseur d'entreprises agréé
6. Nominations statutaires.

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix exprimées des Actionnaires présents ou représentés. Des procurations sont disponibles auprès du siège social.

Les Actionnaires au porteur qui souhaitent participer à l'Assemblée doivent déposer leurs actions, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, auprès du siège ou d'une agence de la BANQUE DE LUXEMBOURG, Société Anonyme à Luxembourg.

Les Actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, informé le Conseil d'Administration (e-mail: ifs.fds@bdl.lu; fax: +352 49 924 2501) de leur intention d'assister à l'Assemblée.

Référence de publication: 2011120141/755/25.

Popso (Suisse) Investment Fund SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 68.857.

Les actionnaires sont invités à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *12 septembre 2011* à 11.30 heures au siège social de la SICAV, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'entreprises pour l'exercice clôturé au 31 mars 2011
2. Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des variations des actifs nets pour l'exercice clôturé au 31 mars 2011; affectation des résultats
3. Décharge à donner au Conseil d'Administration
4. Nominations statutaires
5. Divers

Pour pouvoir assister à l'Assemblée Générale Ordinaire, les propriétaires d'actions nominatives doivent être inscrits dans le registre des actionnaires de la SICAV cinq jours ouvrables avant l'Assemblée et les propriétaires d'actions au porteur doivent avoir déposé leurs actions cinq jours ouvrables au moins avant l'Assemblée aux guichets de Dexia Banque Internationale à Luxembourg S.A., 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg (agissant en tant qu'agent teneur de registre de la SICAV: RBC Dexia Investor Services Bank S.A.).

Les résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire ne requièrent pas le quorum spécial et seront adoptées, si elles sont votées par la majorité des actionnaires présents ou représentés.

Les actionnaires sont informés que le rapport annuel est disponible sur demande et sans frais auprès du siège social de la SICAV ou peut leur être envoyé sans frais sur simple demande.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2011120144/755/27.

Locatem S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 86.758.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mardi 13 septembre 2011 à 15.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2010.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
5. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2011120143/1267/16.

Sunrise Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 137.758.

La première Assemblée Générale Statutaire convoquée pour le 5 mai 2011 à 16.00 heures n'ayant pu délibérer valablement sur la décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société, faute de quorum de présence, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 29 septembre 2011 à 14.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Délibérations et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011120145/755/17.

Eleusis, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 151.217.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la Sicav ELEUSIS à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 15 septembre 2011 à 15.00 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du réviseur d'entreprises agréé
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 30 juin 2011
3. Affectation des résultats
4. Quitus aux Administrateurs
5. Renouvellement du mandat du réviseur d'entreprises agréé
6. Nominations statutaires.

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix exprimées des Actionnaires présents ou représentés. Des procurations sont disponibles auprès du siège social.

Les Actionnaires au porteur qui souhaitent participer à l'Assemblée doivent déposer leurs actions, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, auprès du siège ou d'une agence de la BANQUE DE LUXEMBOURG, Société Anonyme à Luxembourg.

Les Actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, informé le Conseil d'Administration (e-mail: ifs.fds@bd.l.lu; fax: +352 49 924 2501) de leur intention d'assister à l'Assemblée.

Référence de publication: 2011120142/755/25.

Handelsbanken Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1229 Luxembourg, 15, rue Bender.

R.C.S. Luxembourg B 22.175.

As the quorum has not been reached during the first Extraordinary General Meeting of Shareholders held on August 8th, you are hereby convened to a

SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders of the Company which will be held in Luxembourg on *September 13th, 2011* at 11.00 a.m. (Luxembourg time), to deliberate and vote on amendments of the articles of incorporation of the Company (the "Articles") as described in the following agenda:

Agenda:

Approval of amendments of the Articles as detailed below:

1. Amendment of article 3 of the Articles to reflect the submission of the Company to the law of 17th December 2010 on undertakings for collective investment (the "2010 Law") so as to read as follows:
"The exclusive object of the Corporation is to place the funds available to it in transferable securities of all types and all other permitted assets such as referred to in Article 41 (1) of the law of 17 December 2010 regarding undertakings for collective investment or any legislative replacements or amendments thereof (the "2010 Law"), with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.
The Corporation may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the 2010 Law."
2. Amendment of article 10 of the Articles to allow the Company's board of directors to hold the annual general meeting of shareholders at a date, time or place other than those set out in the first paragraph of article 10 of the Articles.
3. Amendment of article 11 of the Articles so as to provide a record date that may be used to calculate the quorum and majority requirements applicable to meetings of shareholders of the Company and to determine the rights of shareholders to participate and exercise their voting rights.
4. Amendment of article 16 of the Articles so as:
 - to include any non-EU member state as acceptable to the Luxembourg supervisory authority and disclosed in the Prospectus (such as, but not limited to, a member State of the OECD, Singapore or Brazil) as country which is acceptable for investing 100% of the net asset value of a sub-fund in transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by these countries;
 - to permit the board of directors of the Company, to the extent permitted by Luxembourg laws and regulations, to create a sub-fund of the Company qualifying either as a feeder or as a master undertaking for collective investment in transferable securities ("UCITS");
 - to provide that a sub-fund of the Company may invest in one or more sub-funds of the Company (cross-sub-fund investment), to the widest extent permitted by Luxembourg laws and regulations.
5. Amendment of article 17 of the Articles to reflect that any personal interest a director or officer of the Company may have in any transaction of the Company shall not be reported to the next meeting of shareholders where the board of directors decides that such transaction relates to operations entered into under normal conditions.
6. Amendment of article 21 so as:
 - to provide that the board of directors of the Company may decide to redeem all shares of a sub-fund of the Company or merge the sub-fund with another UCITS in the event that for a period of 30 consecutive days, for any reason, the net assets of the sub-fund shall be less than the amount which the Board considers as being the minimum amount required for the existence of such sub-fund;
 - to specify that the board of directors of the Company may decide to merge any sub-fund of the Company or the Company in accordance with the provisions of the 2010 Law; and
 - to provide that the board of directors may decide to consolidate or split shares of any class of shares of the Company and that the board of directors may submit the question of the consolidation of shares of a share class to a meeting of shareholders of such share class which will resolve on the consolidation with a simple majority of the votes cast.
7. Amendment of article 22 of the Articles so as to allow the Company to suspend the determination of the net asset value of shares and the issue, redemption and conversion of shares in four additional circumstances i.e. (i) in case of any material change in the valuation of the substantial proportion of the investments of the Company attributable

to a particular class of shares; (ii) during any other circumstances where a failure to suspend might result in the Company or its shareholders incurring a tax liability or suffering any other detriment; (iii) during any period when the determination of the net asset value and/or redemptions of shares of an underlying investment fund in which a sub-fund of the Company is materially invested is suspended and (iv) in the event of the merger of a sub-fund of the Company in accordance with the provisions on mergers of the 2010 Law.

8. Amendment of article 24 of the Articles so as to provide for the possibility of the board of directors of the Company to apply a dilution adjustment in respect of the issue price of the Company's shares.
9. General update of the Articles by amending, amongst others, articles 4, 5, 8, 10, 11, 14, 16, 20, 21, 25 and 30.
10. Deletion of the French translation of the Articles in accordance with article 26(2) of the 2010 Law.

The text of the proposed amendments to the articles of incorporation is available free of charge, upon request, at the registered office of the Company.

There is no quorum required for the Second Meeting and the resolutions will be passed by a majority of two-thirds of the votes cast.

Shareholders may vote in person or by proxy. A proxy form may be obtained from the registered office of the Company upon request.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2011107561/33/72.

Variopartner SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 87.256.

Die außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre der Gesellschaft vom 4. August 2011 konnte mangels Quorums nicht über die Tagesordnung beschließen.

Die Aktionäre werden zu der wiedereinberufenen

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

einberufen, die am 12. September 2011 um 14.30 Uhr am Sitz der Gesellschaft 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, mit derselben Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

Einzigter Beschluss

Änderung der Satzung wie folgt:

1. Änderung von Artikel 3, indem die Referenz zu "Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen in seiner jeweils gültigen Fassung (das "Gesetz von 2002")" durch eine Referenz zu "Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen in seiner jeweils gültigen Fassung (das "Fondsgesetz")" ersetzt wird. Infolge der oben aufgeführten Änderungen lautet Artikel 3 wie folgt:
"Ausschließlicher Gegenstand der Gesellschaft ist es, die ihr verfügbaren Mittel nach dem Grundsatz der Risikostreuung in übertragbare Wertpapiere, Geldmarktinstrumente und andere zulässige Vermögenswerte anzulegen und ihren Aktionären den Ertrag der Verwaltung ihres Vermögens zugute kommen zu lassen
Die Gesellschaft kann alle Maßnahmen ergreifen und Geschäfte tätigen, welche sie für die Erfüllung und Entwicklung ihres Gegenstandes im Rahmen des luxemburgischen Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen in seiner jeweils gültigen Fassung (das "Fondsgesetz") für nützlich erachtet."
2. Infolge der oben aufgeführten Änderung von Artikel 3 werden die Artikel 8, 16, 20, 26, 27 und 30 der Satzung wie folgt angepasst:
 - In Artikel 8 wird die Referenz zu "gemäß Artikel 129 des Gesetzes von 2002 ("institutionelle(r) Investor(en)") beschränken" durch "wie im Fondsgesetz definiert ("institutionelle(r) Investor(en)"), beschränken", ersetzt.
 - Im zweiten Absatz von Artikel 16 wird die Referenz zu "gemäß Teil I des Gesetzes von 2002" durch "gemäß Teil I des Fondsgesetzes" ersetzt.
 - Im fünften Absatz von Artikel 16 werden die Referenzen zu "Gesetzes von 2002" durch "Fondsgesetzes" ersetzt.
 - Im siebten Absatz von Artikel 16 wird die Referenz zu "des Gesetzes von 2002" durch "des Fondsgesetzes" ersetzt
 - In Artikel 20 wird die Referenz zu "Gesetz von 2002" durch "Fondsgesetz" ersetzt.
 - Im vierten Absatz von Artikel 26 wird die Referenz zu "Gesetz von 2002" durch "Fondsgesetz" ersetzt.
 - Im ersten Absatz von Artikel 27 wird die Referenz zu "gemäß Kapitel 13 des Gesetzes von 2002" durch "gemäß Kapitel 15 des Fondsgesetzes" ersetzt und im zweiten Absatz von Artikel 27 wird die Referenz zu "luxemburgischen Gesetz von 2002" durch "Fondsgesetz" ersetzt.
 - In Artikel 30 wird die Referenz zu "Gesetz von 2002" durch "Fondsgesetz" ersetzt.
3. Einfügen der Definition ("Aktienklasse(n)") am Ende des letzten Satzes des sechsten Absatzes von Artikel 5 sowie Einfügen des folgenden Satzes am Ende des sechsten Absatzes von Artikel 5:

"Alle Referenzen auf Aktienkategorie(n) in dieser Satzung sind gegebenenfalls und sofern angemessen als Hinweise auf Aktienklasse(n) zu verstehen."

4. Streichung der letzten beiden Absätze von Artikel 5.
5. Einfügen des folgenden Satzes nach dem dritten Satz von Artikel 10:
"Sofern nach Luxemburger Recht zulässig und unter Berücksichtigung der in den luxemburgischen Gesetzen und Verordnungen vorgeschriebenen Bedingungen, kann die jährliche Generalversammlung der Aktionäre an anderen als dem oben genannten Datum, Zeitpunkt und Ort abgehalten werden, die jeweils vom Verwaltungsrat bestimmt werden."
6. Einfügen der folgenden Sätze nach dem zweiten Satz des zweiten Absatzes von Artikel 11:
"Die Bevollmächtigung muss spätestens 5 Geschäftstage in Luxemburg vor dem Datum der Generalversammlung bei der im Einberufungsschreiben angegebenen Adresse hinterlegt werden. Der Verwaltungsrat kann diese Frist nach freiem Ermessen verkürzen oder auf diese verzichten."
7. Einfügen des folgenden neuen dritten Absatzes nach dem zweiten Absatz von Artikel 11:
"Der Vorsitzende des Verwaltungsrates oder sein Stellvertreter übernimmt den Vorsitz sämtlicher Versammlungen der Aktionäre. In ihrer Abwesenheit wird der Vorsitz von einem anwesenden Verwaltungsratsmitglied oder der vom Verwaltungsrat damit beauftragten Person übernommen. Falls kein Verwaltungsratsmitglied oder vom Verwaltungsrat beauftragte Person anwesend ist, wählt die Versammlung der Aktionäre jede sonstige Person zum Vorsitzenden dieser Versammlung. Der Sekretär des Verwaltungsrats führt das Protokoll der Versammlung. Falls dieser abwesend ist, bestellt der Vorsitzende der Versammlung den Schriftführer dieser Versammlung. Der Vorsitzende der Versammlung kann einen oder mehrere Stimmzähler bestellen."
8. Einfügen des folgenden neuen Absatzes am Ende von Artikel 11:
"Unter Berücksichtigung der in den luxemburgischen Gesetzen und Verordnungen vorgeschriebenen Bedingungen kann in dem Einberufungsschreiben zur Generalversammlung der Aktionäre mitgeteilt werden, dass die Beschlussfähigkeit und die Mehrheitsbedingungen für diese Generalversammlung anhand der an einem bestimmten Datum und Zeitpunkt vor der Generalversammlung ausgegebenen und sich im Umlauf befindlichen Aktien festgesetzt werden (der "Erfassungszeitpunkt"). Das Recht eines Aktionärs zur Teilnahme an einer Generalversammlung der Aktionäre und zur Ausübung der mit seinen Aktien verbundenen Stimmrechte, wird anhand der von diesem Aktionär am Erfassungszeitpunkt gehaltenen Aktien festgesetzt."
9. Streichung des dritten Absatzes von Artikel 13.
10. Einfügen des folgenden neuen Absatzes, hinter dem derzeitigen vierten Absatz von Artikel 13:
"Mit Ausnahme eines vom Verwaltungsrat vorgeschlagenen Kandidaten, kann kein Kandidat als Verwaltungsratsmitglied ernannt werden, sofern nicht mindestens drei und höchstens einundzwanzig Tage vor diesem Datum eine von einem Aktionär unterschriebene schriftliche Erklärung am Gesellschaftssitz eingereicht wurde, in welcher der Aktionär angibt, diesen Kandidaten zur Ernennung als Verwaltungsratsmitglied vorzuschlagen, zusammen mit einer schriftlichen Erklärung des jeweiligen Kandidaten, in der dieser bestätigt, als Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft ernannt zu werden."
11. Änderung des zweiten Absatzes von Artikel 14:
"Der Vorsitzende oder sein Stellvertreter übernimmt den Vorsitz sämtlicher Versammlungen des Verwaltungsrats. In ihrer Abwesenheit kann der Verwaltungsrat jedoch ein anderes Verwaltungsratsmitglied zum vorläufigen Vorsitzenden dieser Versammlung wählen."
12. Änderung des letzten Absatzes von Artikel 14:
"Falls die Verwaltungsratsmitglieder einstimmig per Zirkularbeschluss verfahren, ist es ihnen erlaubt, ihre Zustimmung in einer oder mehreren getrennten Ausfertigung(en) per Schreiben mitzuteilen. Das Datum eines solchen Beschlusses ist, sofern im Zirkularbeschluss nicht anders dargelegt, das Datum an dem die letzte Unterschrift erfolgt."
13. Änderung des vierten Absatzes von Artikel 16:
"Der Verwaltungsrat der Gesellschaft ist nach dem Grundsatz der Risikostreuung berechtigt, bis zu 100% der Vermögenswerte einer Aktienkategorie der Gesellschaft in unterschiedliche Wertpapiere und Geldmarktinstrumente anzulegen, welche von einem Mitgliedstaat der Europäischen Union, seinen Gebietskörperschaften, einem Drittstaat, wenn er von der luxemburgischen Aufsichtsbehörde anerkannt ist und in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft offen gelegt ist (zum Beispiel, ohne Einschränkung, Mitgliedsstaaten der OECD, Singapur und Brasilien) oder von internationalen Organismen öffentlich rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der Europäischen Union angehören, sofern jede betreffende Aktienkategorie Wertpapiere von mindestens sechs verschiedenen Emittenten erhalten muss und die Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente eines jeden Emittenten 30% des Nettovermögens einer Aktienkategorie nicht übersteigen dürfen."
14. Einfügen eines neuen sechsten Absatzes, hinter dem fünften Absatz von Artikel 16:
"Jede Aktienkategorie darf im größtmöglichen zulässigen Umfang und unter Berücksichtigung der in den luxemburgischen Gesetzen und Verordnungen vorgeschriebenen Bedingungen, und in Übereinstimmung mit den in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft aufgeführten Bestimmungen, Aktien zeichnen, erwerben und/oder halten, die von einer oder mehreren anderen Aktienkategorien der Gesellschaft ausgegeben wurden oder ausgegeben werden. In diesem Fall und unter Berücksichtigung der in den luxemburgischen Gesetzen und Verordnungen vorgeschriebenen Bedingungen, sind die mit diesen Aktien verbundenen etwaigen Stimmrechte, aufgehoben solange sie von

- einer anderen Aktienkategorie der Gesellschaft gehalten werden. Zusätzlich und solange diese Aktien von einer Aktienkategorie der Gesellschaft gehalten werden, wird deren Wert nicht für die Berechnung des globalen Nettovermögens der Gesellschaft, zum Zwecke der Einhaltung der vom Fondsgesetz vorgesehenen Mindestgrenze des Nettovermögens, berücksichtigt."
15. Änderung des zweiten Satzes des zweiten Absatzes von Artikel 21:
"Rücknahmeanträge werden zum jeweiligen Bewertungsstichtag abgerechnet, wie in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft festgelegt."
 16. Änderung des zehnten, elften, zwölften und dreizehnten Absatzes von Artikel 21:
"Soweit nicht eine anderweitige Entscheidung des Verwaltungsrates ergangen ist, erfolgt kein Rückkauf oder Umtausch durch einen einzigen Aktionär für einen Betrag, welcher den Mindestbetrag oder die Mindestanzahl von Aktien oder jedweden anderen vom Verwaltungsrat festzulegenden Betrag oder jedwede andere Anzahl von Aktien unterschreitet und wie in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft festgelegt.
Für den Fall, dass ein Rückkauf oder ein Umtausch oder ein Verkauf von Aktien den Wert des Aktienbestands einer Kategorie eines einzelnen Aktionärs auf weniger als den Mindestbetrag, wie in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft festgelegt, oder auf einen niedrigeren vom Verwaltungsrat festzulegenden Betrag reduziert, wird angenommen, dass der betreffende Aktionär den Rückkauf oder den Umtausch seiner sämtlichen Aktien dieser Kategorie beantragt hat.
Falls Rückkaufsanträge für Aktien in einer Kategorie, die an einem Bewertungsstichtag auszuführen wären, mehr als einen von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat festgelegten und in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft angegebenen Prozentsatz des Nettovermögens dieser Aktienkategorie ausmachen (das "Rückgabelimit"), kann die Gesellschaft im Interesse der Aktionäre beschließen, die jeweiligen Rücknahmeanträge anteilig zum entsprechenden Bewertungsstichtag nur insoweit auszuführen, dass nicht mehr als das Rückgabelimit der jeweiligen Aktienkategorie am Bewertungsstichtag betroffen sind.
Soweit Rücknahmeanträge eines Bewertungsstichtages aufgrund dieser Beschränkung nicht vollständig ausgeführt worden sind, wird der nicht ausgeführte Teil wie ein Rücknahmeantrag des nächsten Bewertungsstichtages behandelt. Ein solcher Rücknahmeantrag wird gegenüber Rücknahmeanträgen, die erst zu diesem zweiten Bewertungsstichtag gestellt worden sind, vorrangig behandelt. Der Verwaltungsrat kann beschließen, auch auf den folgenden Bewertungsstichtagen die Beschränkung betreffend das Rückgabelimit anzuwenden. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann beschließen, falls zu irgendeinem Zeitpunkt der Nettoinventarwert aller Aktien einer Kategorie weniger als den in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft festgelegten Mindestbetrag beträgt, sämtliche Aktien der betreffenden Kategorie zu dem am Tage, an welchem sämtliche zu dieser Kategorie gehörenden Guthaben realisiert wurden, anwendbaren Inventarwert zurückzukaufen."
 17. Einfügen eines neuen Punktes e) am Ende des zweiten Absatzes, Unterabsatz d) von Artikel 22:
"e) im Falle der Veröffentlichung (i) einer Mitteilung, mit der eine Generalversammlung der Aktionäre zwecks Beschlussfassung über die Liquidation der Gesellschaft oder einer Aktienkategorie einberufen wird oder eines Beschlusses des Verwaltungsrats der Gesellschaft eine oder mehrere Aktienkategorien zu liquidieren, oder (ii) sofern eine Aussetzung im Hinblick auf den Schutz der Aktionäre gerechtfertigt ist, im Falle einer Mitteilung, mit der eine Generalversammlung der Aktionäre zwecks Beschlussfassung über die Zusammenlegung der Gesellschaft oder einer Aktienkategorie einberufen wird oder eines Beschlusses des Verwaltungsrats der Gesellschaft betreffend die Zusammenlegung einer oder mehrerer Aktienkategorien."
 18. Änderung des Punktes D., 1) von Artikel 23:
"Zum Zeitpunkt der ersten Emission von Aktien einer neuen Kategorie wird der jeder Aktienkategorie zugewiesene Prozentsatz des Nettovermögens des gemeinsamen Portfolios auf Basis der jeweiligen Zuteilung für Rechnung der jeweiligen Kategorie bestimmt."
 19. Einfügen eines neuen Absatzes am Ende von Artikel 26:
"Es werden keine Dividenden ausgezahlt, wenn deren Betrag unter dem vom Verwaltungsrat der Gesellschaft von Zeit zu Zeit festgelegten Mindestbetrag liegt. Dieser Mindestbetrag wird automatisch reinvestiert."
 20. Änderung des ersten Satzes des zweiten Absatzes von Artikel 28 wie folgt:
"Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann entscheiden eine Aktienkategorie zu liquidieren, falls eine die Aktienkategorie betreffende Änderung der wirtschaftlichen oder politischen Lage eine Liquidation rechtfertigt, falls der Nettoinventarwert einer Aktienkategorie einen Wert erreicht hat, wie er vom Verwaltungsrat als Mindestwert für eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung dieser Aktienkategorie festgesetzt wurde oder falls eine Liquidation im Interesse der Aktionäre ist."
 21. Streichung des vierten, fünften und achten Absatzes von Artikel 28 und Einfügen eines neuen vierten Absatzes:
"Für die Zusammenlegung von Aktienkategorien der Gesellschaft, die Zusammenlegung von Aktienkategorien der Gesellschaft mit Aktienkategorien anderer OGAW und die Zusammenlegung der Gesellschaft sind die in dem Fondsgesetz enthaltenen diesbezüglichen Vorschriften sowie jede Durchführungsverordnung anwendbar. Demzufolge entscheidet der Verwaltungsrat über jede Zusammenlegung von Aktienkategorien der Gesellschaft und von Aktienkategorien der Gesellschaft mit Aktienkategorien anderer OGAW, es sei denn der Verwaltungsrat beschließt, die Entscheidung über die Zusammenlegung einer Versammlung der Aktionäre der betroffenen Aktienkategorie oder Aktienkategorien zu unterbreiten. Diese Versammlung bedarf keiner Beschlussfähigkeit und Entscheidungen werden mit der einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Wird die Gesellschaft infolge

der Zusammenlegung von Aktienkategorien aufgelöst, so muss die Versammlung der Aktionäre diese Zusammenlegung genehmigen, wobei dieselben Vorschriften betreffend Beschlussfähigkeit und Mehrheitsbedingungen gelten wie für eine Änderung dieser Satzung."

22. Änderung des letzten Satzes des derzeitigen siebten Absatzes von Artikel 28:
"Der Nettoinventarwert des zurückgekauften Bruchteils wird an die jeweiligen Aktionäre ausgeschüttet, es sei denn, er beträgt weniger als der in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft festgelegte Mindestbetrag."
23. Allgemeine Änderung der Satzung um Rechtschreib-, Grammatik- und Formfehler zu beheben oder sprachliche Korrekturen vorzunehmen sowie Anpassung der Referenzen auf andere Artikel oder Abschnitte der Satzung.

BESCHLUSSFÄHIGKEIT

Für die wiedereinberufene Generalversammlung ist kein Quorum erforderlich und die Beschlüsse zur Satzungsänderung werden mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der Stimmen, die auf der Generalversammlung abgegeben werden, gefasst.

Die Aktionäre der Gesellschaft können an der Generalversammlung persönlich teilnehmen oder sich durch einen Bevollmächtigten vertreten lassen. Ein Formular zur Erteilung einer Vollmacht ist am Sitz der Gesellschaft verfügbar.

Vollmachten, die für die erste Generalversammlung ausgestellt wurden, behalten für die wiedereinberufene Generalversammlung ihre Gültigkeit.

Für den Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2011114221/755/181.

Ourworld Funds, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, in Kraft getreten am 1. September 2011, für den Fonds Ourworld Funds wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 22. August 2011.

Alceda Fund Management S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2011119167/11.

(110136607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2011.

Alzette Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 124.750.

The shareholders of the company are convened for a

GENERAL SHAREHOLDERS' MEETING

that will take place on Tuesday 13th September 2011 at 2.30 p.m. at the following address: 37, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg (CENTRALIS S.A.). The agenda and proposed resolutions are as follows:

Agenda:

1. Resolution to pursue Mr. Michael TAGGART for the misuse of corporate asset(s) and to seek concrete proposals for compensation and reimbursement from him
2. Discussion of the operations carried out by the board in order to save the interests of the company against further damages that may be committed
3. Vote on the possible appointment of new members of the Board
4. Miscellaneous

The shareholders have to be equipped with the proof of their shareholder's quality by presentation of a share certificate.

Mesdames, Messieurs les Actionnaires sont convoqués à une

ASSEMBLEE GENERALE

de la société ALZETTE PROPERTIES S.A. qui se tient à 37, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg (CENTRALIS S.A.) en date du mardi, le 13/09/2011 à 14.30 heures.

Ordre du jour:

1. Aveu formel à recueillir de la part de Monsieur Michael TAGGART, sur les abus de biens sociaux commis par lui et propositions concrètes de remboursement
2. Discussion sur les opérations effectuées par le conseil d'administration en place dans le but de sauver les intérêts de la société contre de nouveaux détournements susceptibles d'être commis

3. Vote sur la nomination éventuelle de nouveaux membres du conseil d'administration

4. Divers

Mesdames et Messieurs les Actionnaires voudront se doter de la preuve de leur qualité d'actionnaire par présentation d'un certificat d'actions.

Référence de publication: 2011114919/32.

CITYLUX Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 24.691.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra le 05.09.2011 à 16.30 heures au siège avec pour

Ordre du jour:

- Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire;
- Approbation du bilan et du compte de Profits et Pertes arrêtés au 30.06.2011;
- Affectation du résultat au 30.06.2011;
- Quitus aux administrateurs et au commissaire;
- Divers.

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège social.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2011116180/18.

Ernesto FCP-FIS, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Le règlement de gestion de Ernesto FCP-FIS modifié au 12 août 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

HSBC Trinkaus Investment Managers SA

Signatures

Référence de publication: 2011118537/10.

(110135120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2011.

Obsidian, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, in Kraft getreten am 8. August 2011, für den Fonds Obsidian wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 22. August 2011.

Alceda Fund Management S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2011119168/11.

(110136608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2011.

FU Fonds, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, in Kraft getreten am 26. Juli 2011, für den Fonds FU Fonds wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 22. August 2011.

Alceda Fund Management S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2011119169/11.

(110136610) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2011.

Lacuna SIF, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, in Kraft getreten am 1. Juni 2011, für den Fonds LACUNA SIF wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 22. August 2011.

Alceda Fund Management S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2011119170/11.

(110136611) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2011.

BCA Bank Fund, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, in Kraft getreten am 8. August 2011, für den Fonds BCA Bank Fund wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 26. August 2011.

Alceda Fund Management S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2011119171/11.

(110136613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2011.

HWB Invest, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, in Kraft getreten am 27. Juli 2011, für den Fonds HWB Invest wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 26. August 2011.

Alceda Fund Management S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2011119172/11.

(110136615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2011.

Spectrum Commodity, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, in Kraft getreten am 9. Mai 2011, für den Fonds Spectrum Commodity wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 26. August 2011.

Alceda Fund Management S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2011119173/11.

(110136619) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2011.

Patron Handelshof Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 108.792.

In the year two thousand and eleven, on the eleventh day of August before Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

1. The board of managers of Patron Handelshof Holding S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 108.792,

hereby represented by Mr Steve van den Broek, residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal; and

2. The managing director of Handelshof GmbH, a German company with limited liability (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) registered with the commercial register of the local court of Leipzig (Handelsregister des Amtsgerichts Leipzigs) under number HRB 21065,

hereby represented by Mr Steve van den Broek, residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given in a board Meeting held on July 28th, 2011.

The powers of attorney, after having been signed ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities

The above appearing parties have requested the undersigned notary to record the following:

COMMON MERGER PLAN

in which Handelshof GmbH shall be merged into Patron Handelshof Holding S.à r.l.

Preamble

(A) The Patron Handelshof Holding S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, is registered with the Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) of Luxembourg under number B 108.792 (the Acquiring Company).

(B) The Handelshof GmbH, a German company with limited liability, registered with the commercial register of the local court of Leipzig under HRB 21065 (the Transferring Company).

(C) The issued capital of the Transferring Company, amounting to EUR 25,000, has been fully paid-up. The issued capital is divided into three shares with par value of EUR 21,850, EUR 3,050 and EUR 100. Those shares are held by the Acquiring Company.

(D) This merger plan has been drawn up by the managing director of the Transferring Company and by the board of managers of the Acquiring Company and was adopted by the board of managers of the Acquiring Company on 28 July 2011. A separate approval by the management of the Transferring Company is not required.

(E) The Transferring Company and the Acquiring Company hereinafter also shall be referred to as the Merging Companies.

§1. Transfer of assets and liabilities. The Transferring Company shall transfer its entire assets and liabilities as a whole, including any rights and obligations, without liquidation, to the Acquiring Company, namely in the course of the merger by means of acquisition (fusion par absorption). No compensation is paid for the transfer of the assets.

§2. No Consideration. As the Acquiring Company is the sole shareholder of the Transferring Company, the indication of an exchange ratio within the meaning of Section 122c Para 2 no. 2, 3 and 5 of the German Transformation Act (Umwandlungsgesetz, UmwG) and article 261 (2) (b) of the Luxembourg act of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Luxembourg Companies Act) is not required. No new shares of the Acquiring Company shall be issued in the context of the merger.

§3. Repercussions of the Merger for the Employment. The Merging Companies do not have any employees.

§4. Closing Balance and Effective Date of the Merger.

4.1 For this merger the accounts of the Merging Companies as per 31 December 2010 will be used as closing balances.

4.2 The transfer of the assets of the Transferring Company shall be effected internally as at 1 January 2011, 0.00 a.m. For accounting purposes, from this moment on, all transactions made by the Transferring Company shall be deemed to be made for the account of the Acquiring Company (Merger Effective Date).

4.3 To the extent the merger has not been validly filed with the commercial register of the Transferring Company as per 31 August 2011, the merger shall be based on the accounts of the Merging Companies as per 31 March 2011. The transfer of the assets of the Transferring Company shall then be effected internally as of 1 April 2011, 0.00 am. For accounting purposes, from this moment on, all transactions made by the Transferring Company shall be deemed to be made for the account of the Acquiring Company.

4.4. To the extent the minutes of the extraordinary general meeting of the shareholders of the Acquiring Company have not been published in the Luxembourg Official Gazette as per 31 December 2011, the transfer of the assets of the Transferring Company shall then be effected internally as of 1 January 2012, 0.00 a.m. For accounting purposes, from this moment on, all transactions made by the Transferring Company shall be deemed to be made for the account of the Acquiring Company.

§5. Special Rights and Advantages.

5.1 Special rights within the meaning of Section 122c Para 2 no. 7 UmwG do not exist at the Transferring Company. Shareholders having special rights and holders of securities other than shares within the meaning of article 261 (2) (f) of the Luxembourg Companies Act do not exist at the level of the Acquiring Company. No shareholder or member of the

administrative, management, supervisory or control bodies of the Acquiring Company is granted any special advantage in connection with the merger within the meaning of article 261 (2) (g) of the Luxembourg Companies Act.

5.2 Likewise, no one is granted a special advantage within the meaning of Section 122c Para 2 no. 8 UmwG.

§6. Articles of association of the Acquiring Company. The articles of association of the Acquiring Company and a translation thereof are attached to this plan.

The Articles of Association of the Acquiring Company will not be amended upon the merger. They will continue to have unaltered legal effect after the merger.

§7. Information regarding the evaluation of the assets and liabilities that are being transferred to the Acquiring Company.

7.1 The Acquiring Company will record the assets of the Transferring Company, that shall be transferred in the course of the merger, in its accounts with the book values used in the (German commercial law) final account of the Transferring Company.

7.2 The Transferring Company has not yet executed its German tax law option to step up its book values in the German tax law final accounts as of 31 December 2010. The step up in the German tax law final accounts of the Transferring Company as at 31 December 2010 will increase the book value of the transferring assets of the Transferring Company in its German tax law final accounts as at 31 December 2010 by at most Euro 2 million. The Acquiring Company has to take over the assets which are transferred to it at the value included in the German tax law final accounts of the Transferring Company.

§8. Creditors' rights.

8.1 As far as the creditors of the Transferring Company cannot demand fulfilment of their claims, they are entitled to a security pursuant to Section 122j Para. 1 UmwG. The creditors only have such right if they file their claims in writing within two months after the day of publication of the merger plan or its draft and have provided evidence that as a consequence of the merger the enforcement of their claims are jeopardised. This right to security for the creditors exists only for such claims which existed prior to or come into existence until 15 days after the publication of the merger plan or its draft in the commercial register of the Transferring Company.

To the extent the creditors of the Transferring Company file their right to security in accordance with Section 122j Para. 1 UmwG, the corresponding security will be granted.

Additional information on the exercise of the above rights can be obtained free of charge at Werftstr. 47, 40549 Düsseldorf from the Transferring Company.

8.2 The creditors of the Acquiring Company whose claims pre-date the date of publication of the deeds recording the merger in the Luxembourg Official Gazette may, notwithstanding any agreement to the contrary, apply within two months of that publication to the judge presiding the chamber of the District Court (Tribunal d'Arrondissement) dealing with commercial matters in the district in which the registered office of the Acquiring Company is located and sitting as in urgency matters, to obtain adequate safeguard of collateral for any matured or unmatured debts, where the merger would make such protection necessary. The president of the court shall reject the application if the creditor is already in possession of adequate safeguards or if such safeguards are unnecessary, having regard to the assets and liabilities of the company after the merger. The Acquiring Company may cause the application to be turned down by paying the creditor, even if it is a term debt. If the safeguards are not provided within the time limit prescribed, the debt shall immediately fall due.

Additional information on the exercise of the above rights can be obtained free of charge at 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

§9. Miscellaneous.

9.1 The name, corporate form and registered office of the Acquiring Company will not be changed as a result of the merger.

9.2 The Transferring Company has no real property.

9.3 This merger plan shall be submitted to the general meeting of the shareholders of the Acquiring Company for approval. The approval of the shareholders meeting of the Transferring Company is not required pursuant to Section 122g Para 2 UmwG.

9.4 Any costs of the Merging Companies caused by this plan and its execution shall be borne by the Acquiring Company.

9.5 The German version of this merger plan shall be binding.

Schedule 1: Restated articles of association of Patron Handelshof Holding S.à.r.l.

This merger plan shall remain available for review at the registered office of the Acquiring Company at least one month before the extraordinary general meeting of the shareholders of the Acquiring Company called to resolve upon the merger, together with the other documents required pursuant to the provisions of article 276 of the Luxembourg Companies Act.

Schedule 1 hereto shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Estimate of costs

The amount of expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Acquiring Company as a result of the present deed is estimated to be approximately EUR 2000.

The undersigned notary hereby certifies the existence and legality of the merger plan and of all acts, documents and formalities incumbent upon the Acquiring Company pursuant to the law.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a German version and that at the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the German and the English text, the German version will prevail.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, the proxyholder of the appearing parties signed together with us, the notary, the present original deed.

Folgt die deutsche Übersetzung:

Im Jahre zweitausend und elf, den elften August.

Vor dem unterzeichneten Notar, Maître Martine SCHAEFFER, Notar, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Sind erschienen:

1. Der Vorstand von Patron Handelshof Holding S.à.r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), mit Gesellschaftssitz in L-2310 Luxemburg, 6, avenue Pasteur, eingetragen im Handelsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) in Luxemburg unter der Nummer B 108.792,

hier vertreten durch Herrn Steve van den Broek, wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift.; und

2. Die Geschäftsführerin von Handelshof GmbH, eine deutsche Gesellschaft mit beschränkter Haftung, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Leipzig unter der Nummer HRB 21065,

hier vertreten durch Herrn Steve van den Broek, wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht gegeben durch den Vorstand in der Sitzung vom 28. Juli 2011.

Welche Vollmachten, nach ne varietur Unterzeichnung durch die Bevollmächtigte der Erschienenen und den unterzeichneten Notar, der vorliegenden Urkunde zwecks Einregistrierung beigelegt bleiben werden.

Die erschienenen Parteien, vertreten wie angegeben, haben hiermit den Notar ersucht, das Folgende zu beurkunden:

GEMEINSAMER VERSCHMELZUNGSPLANS

in dem Handelshof GmbH auf die Patron Handelshof Holding S.à.r.l. verschmolzen wird.

Präambel

(A) Die Patron Handelshof Holding S.à.r.l., eine luxemburger Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit Sitz in 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxemburg, ist im Handelsregister von Luxemburg (Registre de Commerce et des Sociétés) unter der Nummer B 108.792 eingetragen (die Übernehmende Gesellschaft).

(B) Die Handelshof GmbH, eine deutsche Gesellschaft mit beschränkter Haftung ist im Handelsregister des Amtsgerichts Leipzig unter HRB 55466 eingetragen (die Übertragende Gesellschaft).

(C) Die Übertragende Gesellschaft hat ein voll eingezahltes Stammkapital in Höhe von EUR 25.000. Es bestehen drei Geschäftsanteile im Nennwert von EUR 21.850, EUR 3.050 und EUR 100. Diese Geschäftsanteile werden von der Übernehmenden Gesellschaft gehalten.

(D) Dieser Verschmelzungsplan wurde von der Geschäftsführerin der Übertragenden Gesellschaft und von dem Vorstand der Übernehmenden Gesellschaft entworfen und von dem Vorstand der Übernehmenden Gesellschaft am 28. Juli 2011 angenommen. Eine separate Zustimmung der Geschäftsführung der Übertragenden Gesellschaft ist nicht erforderlich.

(E) Die Übertragende Gesellschaft und die Übernehmende Gesellschaft werden nachfolgend auch als Verschmelzende Gesellschaften bezeichnet.

§1. Vermögensübertragung. Die Übertragende Gesellschaft überträgt ihr Vermögen als Ganzes mit allen Rechten und Pflichten unter Ausschluss der Abwicklung auf die Übernehmende Gesellschaft, und zwar im Wege der Verschmelzung durch Aufnahme. Eine Gegenleistung für die Vermögensübertragung wird nicht gewährt.

§2. Keine Gegenleistung. Da sich alle Anteile der Übertragenden Gesellschaft in der Hand der Übernehmenden Gesellschaft befinden, entfallen Angaben über den Umtausch der Anteile im Sinne des § 122c Abs. 2 Nr. 2, 3 und 5 UmwG und des Artikels 261 (2) (b) des Luxemburger Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der aktuellen

Fassung (nachfolgend Luxemburger Gesellschaftsgesetz) Im Zusammenhang mit der Verschmelzung werden keine neue Gesellschaftsanteile an der Übernehmenden Gesellschaft ausgegeben.

§3. Folgen der Verschmelzung für die Beschäftigung. Die Verschmelzenden Gesellschaften beschäftigen keine Arbeitnehmer.

§4. Schlussbilanz und Verschmelzungstichtag.

4.1 Der Verschmelzung liegen die Bilanzen der Verschmelzenden Gesellschaften zum 31. Dezember 2010 als Schlussbilanzen zugrunde.

4.2 Die Übertragung des Vermögens der Übertragenden Gesellschaft erfolgt im Innenverhältnis mit Wirkung zum 1. Januar 2011, 0:00 Uhr. Unter dem Gesichtspunkt der Rechnungslegung gelten von diesem Zeitpunkt an alle Handlungen der Übertragenden Gesellschaft als für Rechnung der Übernehmenden Gesellschaft vorgenommen (Verschmelzungstichtag).

4.3 Soweit die Verschmelzung nicht wirksam bis zum 31. August 2011 beim Handelsregister der Übertragenden Gesellschaft angemeldet wurde, werden der Verschmelzung Bilanzen der Verschmelzenden Gesellschaften zum 31. März 2011 als Schlussbilanzen zugrunde gelegt. Die Übertragung des Vermögens der Übertragenden Gesellschaft erfolgt dann im Innenverhältnis mit Wirkung zum 1. April 2011, 0.00 Uhr. Unter dem Gesichtspunkt der Rechnungslegung gelten von diesem Zeitpunkt an alle Handlungen der Übertragenden Gesellschaft als für Rechnung der Übernehmenden Gesellschaft vorgenommen.

4.4 Soweit der Sitzungsbericht der Gesellschafterversammlung der Übernehmenden Gesellschaft im luxemburger Amtsblatt bis zum 31. Dezember 2011 nicht veröffentlicht wurde, erfolgt die Übertragung des Vermögens der Übertragenden Gesellschaft dann im Innenverhältnis mit Wirkung zum 1. Januar 2012, 0.00 Uhr. Unter dem Gesichtspunkt der Rechnungslegung gelten von diesem Zeitpunkt an alle Handlungen der Übertragenden Gesellschaft als für Rechnung der Übernehmenden Gesellschaft vorgenommen.

§5. Besondere Rechte und Vorteile.

5.1 Besondere Rechte im Sinne des § 122c Abs. 2 Nr. 7 UmwG bestehen bei der Übertragenden Gesellschaft nicht. Einzelnen Anteilseignern werden im Rahmen der Verschmelzung keine besonderen Rechte an der Übernehmenden Gesellschaft gewährt. Auf Ebene der Übernehmenden Gesellschaft gibt es weder Anteilseigner mit Sonderrechten noch Inhaber von Wertpapieren im Sinne des Artikels 261 (2) (f) des Luxemburger Gesellschaftsgesetz. Im Zusammenhang mit der Verschmelzung werden keinem Anteilseigner und keinem Mitglied des Vertretungs- oder Aufsichtsorgans der Übernehmenden Gesellschaft besondere Vorteile im Sinne des Artikels 261 (2) (g) des Luxemburger Gesellschaftsgesetz gewährt.

5.2 Ebenso werden niemandem besondere Vorteile im Sinne des § 122c Abs. 2 Nr. 8 UmwG gewährt.

§6. Satzung der Übernehmenden Gesellschaft. Die Satzung der Übernehmenden Gesellschaft sowie eine Übersetzung sind dieser Urkunde als Anlage beigefügt.

Die Satzung der Übernehmenden Gesellschaft wird im Zusammenhang mit dieser Verschmelzung nicht geändert. Sie gilt nach der Verschmelzung unverändert fort.

§7. Angaben zur Bewertung des Aktiv- und Passivvermögens, das auf die Übernehmende Gesellschaft übertragen wird.

7.1 Die Übernehmende Gesellschaft wird die aufgrund der Verschmelzung auf sie übertragenen Vermögenswerte der Übertragenden Gesellschaft mit den in der (handelsrechtlichen) Schlussbilanz der Übertragenden Gesellschaft verwendeten Buchwerten in ihrer Bilanz ansetzen.

7.2 Die Übertragende Gesellschaft hat ihr steuerrechtliches Wahlrecht hinsichtlich der Aufstockung der Buchwerte in der steuerlichen Schlussbilanz zum 31. Dezember 2010 noch nicht ausgeübt. Die Aufstockung in der steuerlichen Schlussbilanz der Übertragenden Gesellschaft zum 31. Dezember 2010 wird zu einer Erhöhung der Buchwerte des übertragenen Vermögens der Übertragenden Gesellschaft in ihrer steuerlichen Schlussbilanz zum 31. Dezember 2010 in Höhe von Euro 2 Millionen führen. Die Übernehmende Gesellschaft hat die auf sie übergehenden Vermögensgegenstände mit dem in der steuerlichen Schlussbilanz der Übertragenden Gesellschaft enthaltenen Wert zu übernehmen.

§8. Rechte der Gläubiger.

8.1 Soweit die Gläubiger der Übertragenden Gesellschaft nicht Befriedigung ihrer Forderungen verlangen können, ist ihnen nach Maßgabe des § 122j UmwG Sicherheit zu leisten. Dieses Recht steht den Gläubigern nur zu, wenn sie binnen zwei Monaten nach dem Tag, an dem der Verschmelzungsplan oder sein Entwurf bekannt gemacht worden sind, ihren Anspruch nach Grund und Höhe schriftlich anmelden und glaubhaft machen, dass durch die Verschmelzung die Erfüllung ihrer Forderungen gefährdet wird. Dieses Recht auf Sicherheitsleistung steht den Gläubigern nur im Hinblick auf solche Forderungen zu, die vor oder bis zu 15 Tage nach Bekanntmachung des Verschmelzungsplans oder seines Entwurfs im Handelsregister der Übertragenden Gesellschaft entstanden sind.

Sofern die Gläubiger der Übertragenden Gesellschaft ihr Recht auf Sicherheitsleistung nach Maßgabe des § 122j Abs. 1 UmwG geltend machen, wird ihnen entsprechende Sicherheit geleistet.

Weitere Informationen über die Modalitäten der Ausübung der zuvor erwähnten Gläubigerrechte können kostenlos bei der Übertragenden Gesellschaft, Werftstr. 47, 40549 Düsseldorf, eingeholt werden.

8.2 Die Gläubiger der Übernehmenden Gesellschaft, deren Ansprüche vor der Veröffentlichung des beurkundeten Verschmelzungsplans im Amtsblatt von Luxemburg entstanden sind, können sich, ungeachtet etwaiger anderslautender Vereinbarungen, binnen zwei Monaten nach dem Tag der Veröffentlichung an den Vorsitzenden Richter der Wirtschaftskammer des Bezirksgerichts (Tribunal d'Arrondissement), das für den Bezirk, in dem sich der Satzungssitz oder, bei Eilbedürftigkeit, zumindest der tatsächliche (Verwaltungs)Sitz der Übernehmenden Gesellschaft befindet, zuständig ist, wenden, um einen Antrag auf angemessene Sicherheitsleistung für ihre Forderungen, unabhängig von deren Fälligkeit, zu stellen, sofern die Verschmelzung eine derartige Sicherheitsleistung erforderlich macht. Der Vorsitzende Richter hat den Antrag zurückzuweisen, falls ein Gläubiger bereits über ausreichende Sicherheiten verfügt oder falls eine Sicherheitsleistung, im Hinblick auf das Vermögen der Übernehmenden Gesellschaft nach der Verschmelzung, nicht notwendig ist. Eine Zurückweisung des Antrags eines Gläubigers erfolgt auch dann, wenn die Übernehmende Gesellschaft die Forderungen des Gläubigers, auch wenn es sich um eine befristete Verbindlichkeit handelt, erfüllt. Wird von der Übernehmenden Gesellschaft eine erforderliche Sicherheitsleistung nicht fristgerecht erbracht, so wird die zugrunde liegende Forderung sofort (unverzüglich) fällig.

Weitere Informationen über die Modalitäten der Ausübung der zuvor erwähnten Gläubigerrechte können kostenlos bei der Übernehmenden Gesellschaft, 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, eingeholt werden.

§9. Verschiedenes.

9.1 Firma, Rechtsform und Satzungssitz der Übernehmenden Gesellschaft werden aufgrund der Verschmelzung nicht geändert.

9.2 Die Übertragende Gesellschaft hat kein Grundeigentum.

9.3 Dieser Verschmelzungsplan wird der Gesellschafterversammlung der Übernehmenden Gesellschaft zum Zwecke der Beschlussfassung über die Verschmelzung zugeleitet. Eine Zustimmung der Gesellschafter der Übertragenden Gesellschaft ist gemäß § 122g Abs. 2 UmwG nicht erforderlich.

9.4 Die durch diesen Plan und seine Durchführung bei den Verschmelzenden Gesellschaften entstehenden Kosten trägt die Übernehmende Gesellschaft.

9.5 Die deutsche Fassung dieses Verschmelzungsplans ist verbindlich.

Anlage 1: Neu formulierte Satzung der Patron Handelshof Holding S.à r.l.

Der o.e. Verschmelzungsplan sowie alle anderen laut Artikel 276 des luxemburgischen Gesellschaftsrechts erforderlichen Dokumente liegen am Gesellschaftssitz der Übernehmenden Gesellschaft mindestens während eines Monats vor dem Verschmelzungsbeschluss, der durch die außergewöhnliche Generalversammlung der Übernehmenden Gesellschaft getroffen wird, zur Überprüfung vor.

Anlage 1 bleibt dieser Urkunde beigelegt zwecks gleichzeitiger Eintragung der beiden Dokumente.

Die Kosten, Ausgaben, Vergütungen oder Lasten, unter irgendwelcher Form, welche der Übernehmenden Gesellschaft wegen ihrer Gründung obliegen oder zur Last gelegt werden, betragen schätzungsweise EUR 2000.

Der amtierende Notar bestätigt hiermit das Vorhandensein und die Rechtmäßigkeit des Verschmelzungsplans und allen Urkunden, Dokumenten und Förmlichkeiten, die der Übernehmenden Gesellschaft laut Gesetz zukommen.

Der amtierende Notar, welcher die englische Sprache spricht und versteht, bestätigt, auf Antrag der Erschienenen, dass vorliegende Urkunde in englischer Sprache gefasst ist, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text ist die deutsche Fassung maßgebend.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Bevollmächtigten der Erschienenen, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, hat diese mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: Steve van den Broek et Martine Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 12 août 2011. LAC/2011/36612. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): Carole Frising.

Suit l'annexe

In the year two thousand and five, on the twenty-second of June.

Before Us, Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Mersch, Luxembourg.

THERE APPEARED:

Patron Capital, L.P. I, a company registered in England represented by its General Partner, Patron Capital GP Limited (the "Partner"), an international business company registered in the British Virgin Islands and having its principal place of business in Trident Chambers, Wickhams Cay, PO Box 146, Road Town, Tortola, British Virgin islands,

here represented by M. Michael VANDELOISE, Private employee, residing in 9B boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given on June 21, 2005.

Said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and by the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed, to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which they act, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), which is hereby incorporated.

Art. 1. There exists among the subscribers and all persons and entities who may become shareholders in the future a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) by the name of "Patron Handelshof Holding S.à r.l." (the Company).

Art. 2. The object of the Company is to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participations in any enterprise in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations, without falling within the scope of the law of 31 July 1929 on pure holding companies.

In particular, the Company may use its funds to establish, manage, develop and dispose of a portfolio of securities and patents of whatever origin, to participate in the creation, development and control of any enterprise, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities and patents, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, to develop such securities, patents and to grant loans to its subsidiaries and to related companies. The Company may and to grant guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. It may pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all its assets.

The Company may carry out any commercial, industrial, financial, personal, and real estate operations, which are directly or indirectly connected with its corporate purpose or which may favour its development.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The registered office is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 5. The Company's subscribed share capital is fixed at EUR 12,500 (TWELVE THOUSAND FIVE HUNDRED EURO) represented by 500 (FIVE HUNDRED) shares having a nominal value of EUR 25.- (TWENTY FIVE EURO) per share each.

Art. 6. The capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by decision of the shareholders meeting, in accordance with article 13 of these articles of association.

Art. 7. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 8. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 9. In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act).

Art. 10. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders will not bring the Company to an end.

Art. 11. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The managers) need not to be shareholders. The managers) are appointed, revoked and replaced by the general shareholder meeting, by a decision adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

A chairman *pro tempore* of the board of managers may be appointed by the board of managers for each board meeting of the Company. The chairman, if one is appointed, will preside at the meeting of the board of managers for which he has been appointed. The board of managers will appoint a chairman *pro tempore* by vote of the majority of the managers present or represented at the board meeting.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 11 shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the single signature of any member of the board of managers. The board of managers may elect among its members a general

manager who may bind the Company by his sole signature, provided he acts within the limits of the powers of the board of managers.

The general shareholders meeting or the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The general shareholders meeting or the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented. The board of managers can deliberate or act validly only if at least the majority of its members are present or represented at a meeting of the board of managers.

In case of plurality of managers, written notices of any meeting of the board of managers will be given to all managers, in writing or by cable, telegram, telefax or telex, at least 24 (twenty-four) hours in advance of the hour set for such meeting except in circumstances of emergency. This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meeting held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

A manager may act at a meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telefax or telex another manager as his proxy. A manager may also participate in a meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to hear one another. The participation by a manager in a meeting by conference call or by other similar means of communication shall be deemed to be a participation in person at such meeting. The decisions of the board of managers will be recorded in minutes to be held at the registered office of the Company and to be signed by the managers, present or represented at the board meeting, or by the chairman of the board of managers, if one has been appointed. Proxies, if any, will remain attached to the minutes of the relevant meeting.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of managers may also be passed in writing in which case it shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager. The date of such circular resolution shall be the date of the last signature. A meeting of the board of managers held by way of such circular resolution will be deemed to be held in Luxembourg.

Art. 12. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 13. The sole shareholder assumes all powers conferred to the general shareholder meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the articles of association of the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital, subject to the provisions of the Companies Act.

Art. 14. The Company's year starts on the 1 January and ends on 31st December of each year.

Art. 15. Each year, with reference to 31 December, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 16. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent. (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent. (10%) of the Company's nominal share capital. The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their share holding in the Company. The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may decide to pay interim dividends.

Art. 17. At the time of winding up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 18. Reference is made to the provisions of the Companies Act for all matters for which no specific provision is made in these articles of association.

Subscription and Payment

All shares have been subscribed as follows:

Patron Capital, L.P. I, prenamed, represented as thereabove mentioned:	500 (FIVE HUNDRED) shares
Total:	500 (FIVE HUNDRED) shares

All shares have been fully paid-up by contribution in cash, so that the sum of EUR 12,500 (TWELVE THOUSAND FIVE HUNDRED EURO) is at the free disposal of the Company; evidence of which has been given to the undersigned notary.

Transitory Provisions

The first financial year shall begin today and it shall end on 31 December 2005.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be born by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately one thousand two hundred and fifty euro (1,250.- EUR).

Extraordinary General Meeting

Immediately after the incorporation, the shareholder representing the entire subscribed capital of the Company has herewith adopted the following resolutions:

1) The number of managers is set at two. The meeting appoints as manager of the Company for an unlimited period of time:

Alain HEINZ, commercial director, residing professionally 9B, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg,

Géraldine SCHMIT, director of companies, residing professionally 9B, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

2) The registered office is established in L-1724 Luxembourg, 9B boulevard du Prince Henri.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the date stated above.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille cinq, le vingt-deux juin.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Mersch, Luxembourg.

ONT COMPARU:

Patron Capital, L.P.I., une société enregistrée au Royaume-Uni et représentée par son "General Partner" Patron Capital GP Limited une société enregistrée aux Iles vierges Britanniques et ayant son lieu de principale activité à Trident Chambers, Wickhams Cay, PO Box 146, Road Town, Tortola, British Virgin Islands,

ici représentée par Monsieur Michael VANDELOISE, employé privé, résidant professionnellement à 9B boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 21 juin 2005.

Ladite procuration, après signature ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, aux termes de la capacité avec laquelle il agit, a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux comme suit:

Art. 1^{er}. Il existe entre les souscripteurs et toutes les personnes ou entités qui pourraient devenir associés par la suite une société à responsabilité limitée, prenant la dénomination de "Patron Handelshof Holding S.à r.l." (ci-après, la Société).

Art. 2. La Société pourra accomplir toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations, sans tomber toutefois dans le champ d'application de la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holdings.

En particulier, la Société peut utiliser ses fonds pour constituer, administrer, développer et vendre un portefeuille de valeurs mobilières et de brevets de n'importe quelle origine, pour participer à la constitution, au développement et au contrôle de n'importe quelle entreprise, pour acquérir, par voie d'investissement, de souscription ou d'option des valeurs mobilières et des brevets, pour en disposer par voie de vente, transferts, échanges ou autrement, pour développer ses valeurs mobilières, brevets et pour accorder des prêts à ses filiales et à des sociétés liées. La Société peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. Elle pourra nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

La Société peut accomplir toutes les opérations commerciales, industrielles et financières, immobilières et mobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles de favoriser son développement.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

La Société peut ouvrir des succursales dans tous autres lieux du pays ainsi qu'à l'étranger.

Art. 5. Le capital social de la Société est fixé à la somme de 12.500 EUR (DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS) représenté par 500 (CINQ CENTS) parts sociales d'une valeur nominale de 25 EUR (VINGT CINQ EUROS) chacune.

Art. 6. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision de l'associé unique sinon de l'assemblée des associés, conformément à l'article 13 des présents statuts.

Art. 7. Chaque part sociale donne droit à une fraction, proportionnelle au nombre des parts existantes, de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Toutes cessions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales peuvent être cédées, à condition d'observer les exigences de l'article 189 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi de 1915).

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique, sinon d'un des associés, ne mettent pas fin à la Société.

Art. 11. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants ont été désignés, ils formeront un conseil de gérance. Le ou les gérant(s) n'ont pas besoin d'être associés. Le ou les gérants sont désignés, révoqués et remplacés par l'assemblée des associés, par une résolution adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Un président pro tempore du conseil de gérance peut être désigné par le conseil de gérance pour chaque conseil de gérance de la Société. Le président, si un président a été désigné, présidera la réunion du conseil de gérance pour laquelle il aura été désigné. Le conseil de gérance désignera un président pro tempore par vote de la majorité des gérants présents ou représentés lors du conseil de gérance.

Vis-à-vis des tiers, le ou les gérant(s) ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social et sous réserve du respect des dispositions du présent article 11.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, de la compétence du conseil de gérance.

En cas de gérant unique, la Société sera engagée par la seule signature du gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la seule signature d'un membre quelconque du conseil de gérance. Le conseil de gérance peut élire parmi ses membres un gérant-délégué qui aura le pouvoir d'engager la Société par la seule signature, pourvu qu'il agisse dans le cadre des compétences du conseil de gérance.

L'assemblée des associés ou le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc. L'assemblée des associés ou le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance déterminera la responsabilité du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

En cas de pluralité de gérants, les décisions du conseil de gérance seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Le conseil de gérance peut délibérer ou agir valablement seulement si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée lors de la réunion du conseil de gérance.

En cas de pluralité de gérants, avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie, au moins 24 (vingt-quatre) heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence. On pourra passer outre cette convocation si les gérants sont présents ou représentés au conseil de gérance et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants qui prennent part à la réunion de s'entendre mutuellement. La participation d'un gérant à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication sera considérée comme une participation en personne à la réunion. Les décisions du conseil de gérance seront consignées dans un procès-verbal qui sera conservé au siège social de la Société et signé par les gérants, présents ou représentés au conseil de gérance, ou par le président du conseil de gérance, si un président a été désigné. Les procurations, s'il y en a, seront jointes au procès-verbal de la réunion.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil de gérance peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du conseil de gérance sans exception. La date d'une telle décision circulaire sera la date de la dernière signature. Une réunion du conseil de gérance tenue par voie circulaire sera considérée comme ayant été tenue à Luxembourg.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 13. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que de l'accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

Art. 14. L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 15. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire et du bilan.

Art. 16. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde du bénéfice net est à la libre disposition de l'assemblée générale. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra décider de verser un dividende intérimaire.

Art. 17. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 18. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales de la Loi de 1915.

Souscription et Libération

Les parts sociales ont été souscrites par:

Patron Capital, L.P.I., préqualifié, représenté comme dit ci-avant,	500 (CINQ CENTS) parts sociales
Total:	500 (CINQ CENTS) parts sociales

Toutes les parts ont été intégralement libérées par apport en espèces, de sorte que la somme de 12.500 EUR (DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2005.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à approximativement mille deux cent cinquante euros (1.250,- EUR).

Assemblée générale constitutive

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé préqualifié représentant la totalité du capital souscrit a pris les résolutions suivantes:

1. Les membres du conseil de gérance sont au nombre de deux. Sont nommés membres du conseil de gérance pour une durée indéterminée:

Alain HEINZ, Directeur Commercial, résidant professionnellement 98, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg,

Géraldine SCHMIT, Administrateur de Sociétés, résidant professionnellement 9B, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

2. Le siège social de la société est établi à 9B, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les parties comparantes l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M. VANDELOISE, H. HELLINCKX.

Enregistré à Mersch, le 28 juin 2005. Volume 432 Folio 13 Case 8. Reçu cent vingt-cinq euros 1% = 125,- EUR.

Le Receveur (signé): A. MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande.

Mersch, le 5 juillet 2005.

Signature.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 12 août 2011. Relation: LAC/2611/36612. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 août 2011.

Martine SCHAEFFER.

Référence de publication: 2011118496/567.

(110136126) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2011.

New Luxembourg China S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 67, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 140.806.

Extrait des résolutions prises à l'assemblée générale ordinaire tenue le 6 juin 2011

L'assemblée générale accepte la démission de Monsieur Jean-Yves COLSON, demeurant à 2412 Luxembourg, 40 Rangwé.

Est nommé nouveau commissaire aux comptes Madame Valérie WEBER, comptable, demeurant professionnellement à L 2412 Luxembourg, 40 Rangwé jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juin 2011.

Référence de publication: 2011089909/14.

(110100928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

Real Estate MK, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, in Kraft getreten am 24. August 2011, für den Fonds Real Estate MK wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 26. August 2011.

Alceda Fund Management S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2011119174/11.

(110136620) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2011.

Mizuho Alpine Fund, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Mizuho Alpine Fund coordonné au 17 août 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

RBS (Luxembourg) S.A.

Germain SCHNEIDER

Référence de publication: 2011119772/11.

(110137034) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2011.

Global Property Select, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Global Property Select coordonné au Août 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 Août 2011.

Energy Asset Management S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2011115887/11.

(110132904) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2011.

Global Private Equity Select, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Global Private Equity Select coordonné au Août 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 Août 2011.

Energy Asset Management S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2011115888/11.

(110132905) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2011.

WestRendit, Fonds Commun de Placement.

Mitteilung an die Anteilnehmer des Fonds WestRendit

Durch Beschluss der Verwaltungsgesellschaft WestLB Mellon Asset Management (Luxembourg) S.A. vom 20. Juli 2011, mit Zustimmung der Depotbank LBBW Luxemburg S.A. wird das Sondervermögen WestRendit ("Fonds") zum 27. September 2011 ("Liquidationsdatum") aufgelöst. Der Nettoinventarwert pro Fondsanteil wird letztmalig für den 27. September 2011 veröffentlicht. Die Ausgabe von Anteilen ist ab dem 26. August 2011 einschließlich eingestellt. Die Rücknahme von Anteilen wird am 26. September 2011 um 18.00 Uhr eingestellt, das heißt, dass Rücknahmen bis inklusive 26. September 2011 um 18.00 Uhr angenommen werden. Ab dem Zeitpunkt der heutigen Publikation bis zum 26. September 2011 um 18.00 Uhr einschließlich haben Sie die Möglichkeit, ihre Anteile kostenfrei zurückzugeben. Die Kosten der Liquidation werden vom Fonds getragen. Es wurden entsprechende Rückstellungen im Fonds gebildet, um die Gleichbehandlung der Anteilhaber zu gewährleisten. Abweichend von den Regelungen im Verwaltungsreglement des Fonds kann der Anteil an flüssigen Mitteln vorübergehend bis zu 100 % des Fondsvermögens betragen, um die Verkäufe der Vermögenswerte des Fonds im Rahmen des Liquidationsverfahrens abwickeln zu können. Etwaige Liquidationserlöse, welche nicht innerhalb von 9 Monaten ab dem Tag der Beschlussfassung zur Auflösung an die Anteilhaber verteilt werden konnten, werden bei der "Caisse de Consignation" in Luxemburg bis zum Ablauf der Verjährungsfrist hinterlegt.

Luxembourg, den 26. August 2011.

WestLB Mellon Asset Management (Luxembourg) S.A.

Die Verwaltungsgesellschaft

Référence de publication: 2011120146/2501/21.

WestOptiZins, Fonds Commun de Placement.

Mitteilung an die Anteilnehmer des Fonds WestOptiZins

Durch Beschluss der Verwaltungsgesellschaft WestLB Mellon Asset Management (Luxembourg) S.A. vom 20. Juli 2011, mit Zustimmung der Depotbank LBBW Luxemburg S.A. wird das Sondervermögen WestOptiZins ("Fonds") zum 27. September 2011 ("Liquidationsdatum") aufgelöst. Der Nettoinventarwert pro Fondsanteil wird letztmalig für den 27. September 2011 veröffentlicht. Die Ausgabe von Anteilen ist ab dem 26. August 2011 einschließlich eingestellt. Die Rücknahme von Anteilen wird am 26. September 2011 um 18.00 Uhr eingestellt, das heißt, dass Rücknahmen bis inklusive 26. September 2011 um 18.00 Uhr angenommen werden. Ab dem Zeitpunkt der heutigen Publikation bis zum 26. September 2011 um 18.00 Uhr einschließlich haben Sie die Möglichkeit, ihre Anteile kostenfrei zurückzugeben. Die Kosten der Liquidation werden vom Fonds getragen. Es wurden entsprechende Rückstellungen im Fonds gebildet, um die Gleichbehandlung der Anteilhaber zu gewährleisten. Abweichend von den Regelungen im Verwaltungsreglement des Fonds kann der Anteil an flüssigen Mitteln vorübergehend bis zu 100 % des Fondsvermögens betragen, um die Verkäufe der Vermögenswerte des Fonds im Rahmen des Liquidationsverfahrens abwickeln zu können. Etwaige Liquidationserlöse, welche nicht innerhalb von 9 Monaten ab dem Tag der Beschlussfassung zur Auflösung an die Anteilhaber verteilt werden konnten, werden bei der "Caisse de Consignation" in Luxemburg bis zum Ablauf der Verjährungsfrist hinterlegt.

Luxemburg, den 26. August 2011.
 WestLB Mellon Asset Management (Luxembourg) S.A.
 Die Verwaltungsgesellschaft

Référence de publication: 2011120147/2501/21.

Neuheim Lux Group Holding V, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.585.143,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.
 R.C.S. Luxembourg B 137.498.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
 Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
 Luxembourg, le 27 juin 2011.

Référence de publication: 2011089901/11.

(110101027) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

Naturgas Kielen, Société Coopérative.

Siège social: L-8205 Kehlen, route N12.
 R.C.S. Luxembourg B 105.916.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale tenue en date du 11 mars 2010 que:

Les mandats des administrateurs:

- Godart Nico, né le 04.11.1971 à Luxembourg, demeurant au 5, rue de Dondelange, L-8291 Meispelt;
 - Berchem Jean Eugène Alphonse, né le 23.08.1951 à Luxembourg, demeurant au 5, rue de Nospelt, L-8394 Olm;
 - et Hostert Henri Albert, né le 24.01.1969 à Luxembourg, demeurant au 4, rue de Nospelt, L-8394 Olm;
- sont reconduits pour une période de six ans, se terminant à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2016.
 Monsieur Hostert Henri démissionne de sa fonction d'administrateur - délégué.

Monsieur Godart Nico, né le 04.11.1971 à Luxembourg, demeurant au 5, rue de Dondelange, L-8291 Meispelt, est nommé administrateur - délégué pour une période de six ans, se terminant à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2016.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2011089904/19.

(110100828) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

**CROWN PREMIUM General Partner S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
 (anc. CROWN PREMIUM IV Komplementär S.à r.l.).**

Capital social: EUR 12.600,00.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place Dargent.
 R.C.S. Luxembourg B 137.499.

Im Jahre zweitausend und elf, den zehnten Mai

Vor dem unterzeichnenden Notar, Maître Henri HELLINCKX, mit Amtssitz in Luxembourg.

Sind die Gesellschafter der CROWN PREMIUM IV Komplementär S.à r.l. (die "Gesellschaft") mit Sitz in 2, place Dargent, L-1413 Luxembourg, eingetragen im Handelsregister Luxemburgs unter der Nummer B 137 499, zu einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung (die „Außerordentliche Gesellschafterversammlung“) zusammengetreten.

Die Gesellschaft wurde am 29. Februar 2008 gemäß notarieller Urkunde von dem Notar Maître Joseph Elvinger, ansässig in Luxembourg, gegründet. Die Gründungsurkunde wurde im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nummer 1046 vom 28. April 2008 veröffentlicht.

Die Versammlung wird um 10.30 Uhr unter dem Vorsitz von Julia Blunck, Rechtsanwältin, beruflich ansässig in Luxembourg, eröffnet.

Die Vorsitzende beruft Jennifer Burr zum Sekretär, Juristin, beruflich ansässig in Luxembourg.

Die Versammlung wählt einstimmig zum Stimmzähler Kirill Schitomivski, Rechtsanwalt, beruflich ansässig in Luxembourg.

Die Vorsitzende ersucht den Notar Folgendes zu beurkunden:

I. Die persönlich anwesenden Gesellschafter oder deren bevollmächtigten Vertreter, sowie die jeweilige Anzahl der Anteile gehen aus der Anwesenheitsliste hervor, welche von den anwesenden Gesellschaftern oder deren bevollmächtigten Vertretern, dem Vorsitzenden, dem Sekretär und dem Stimmzähler, sowie dem amtierenden Notar unterzeichnet wurde. Die Anwesenheitsliste und die von den bevollmächtigten Vertretern und dem amtierenden Notar "ne varietur" gezeichneten Vollmachten bleiben vorliegender Urkunde beigelegt, um mit ihr zusammen registriert zu werden.

II. Für die in der Tagesordnung vorgesehene Satzungsänderung sind gemäß Artikel 199 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, in seiner letztgültigen Fassung, die Beschlüsse von einer Mehrheit der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, zu fassen.

III. Die Tagesordnung der Außerordentlichen Gesellschafterversammlung lautet wie folgt:

Tagesordnung

1. Änderung des Gesellschaftszwecks. Der Wortlaut des Artikels 2 wird wie folgt lauten:

„Zweck der Gesellschaft ist es als persönlich haftender Gesellschafter (associé commandité) und Geschäftsführer (gérant) einer oder mehrerer Luxemburger Investmentgesellschaften gemäß dem Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds tätig zu werden.

Die Gesellschaft kann in dieser Funktion sämtliche Tätigkeiten ausführen, die im Zusammenhang mit der Verwaltung, der Geschäftsführung und der Vermarktung der jeweiligen Investmentgesellschaften stehen. Die Gesellschaft kann im Namen und für Rechnung der verwalteten Investmentgesellschaften Verträge abschließen, übertragbare Wertpapiere kaufen, verkaufen, tauschen und übertragen; sie kann in eigenem Namen oder im Namen Dritter jedwede Eintragung und Übertragung in Aktionärs- oder Schuldverschreibungsregister jeder Luxemburger oder ausländischen Gesellschaft durchführen und für Rechnung der verwalteten Investmentgesellschaften und deren Anteilhaber alle Rechte und Vorzugsrechte, insbesondere jedes mit den Vermögenswerten der jeweiligen Investmentgesellschaft verbundene Stimmrecht, ausüben. Diese Aufzählung ist nicht abschließend.

Ferner kann die Gesellschaft Beteiligungen, in jeder Form, an Luxemburger oder ausländischen Gesellschaften halten, und sie kann auch jede andere Anlageform erwerben, sei es durch Kauf, Zeichnung oder jede andere Art und Weise, Wertpapiere übertragen, sei es durch Kauf, Tausch oder jede andere Form, und ihr Beteiligungsportfolio verwalten, kontrollieren und weiterentwickeln.

Die Gesellschaft kann den Gesellschaften, an denen sie unmittelbar oder mittelbar beteiligt ist, oder die zur selben Unternehmensgruppe wie die Gesellschaft gehören, durch die Gewährung von Darlehen und/oder Garantien oder auf andere Weise Beistand leisten.

Allgemein kann die Gesellschaft alle Handels-, Gewerbe- oder Finanzgeschäfte betreiben und alle sonstigen Tätigkeiten ausüben, die der Erreichung ihres Zweckes förderlich sind."

2. Umbenennung der Gesellschaft in CROWN PREMIUM General Partner S.à r.l. und anschließende Änderung von Artikel 4 der Satzung der Gesellschaft;

IV. Da das gesamte Gesellschaftskapital anwesend bzw. vertreten ist und sämtliche persönlich anwesenden Gesellschafter oder deren bevollmächtigten Vertreter erklären, bereits vor der Außerordentlichen Gesellschafterversammlung Kenntnis von der Tagesordnung gehabt zu haben, war die Versendung einer offiziellen Einladung zu der Außerordentlichen Gesellschafterversammlung entbehrlich.

V. Dementsprechend ist die gegenwärtige Außerordentliche Gesellschafterversammlung beschlussfähig und kann über die Tagesordnungspunkte entscheiden.

Nach Beratung fasst die Außerordentliche Gesellschafterversammlung folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Außerordentliche Gesellschafterversammlung beschließt, den Gesellschaftszweck und damit einhergehend Artikel 2 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher ab sofort wie folgt lautet:

„Zweck der Gesellschaft ist es als persönlich haftender Gesellschafter (associé commandité) und Geschäftsführer (gérant) einer oder mehrerer Luxemburger Investmentgesellschaften gemäß dem Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds tätig zu werden.

Die Gesellschaft kann in dieser Funktion sämtliche Tätigkeiten ausführen, die im Zusammenhang mit der Verwaltung, der Geschäftsführung und der Vermarktung der jeweiligen Investmentgesellschaften stehen. Die Gesellschaft kann im Namen und für Rechnung der verwalteten Investmentgesellschaften Verträge abschließen, übertragbare Wertpapiere kaufen, verkaufen, tauschen und übertragen; sie kann in eigenem Namen oder im Namen Dritter jedwede Eintragung und Übertragung in Aktionärs- oder Schuldverschreibungsregister jeder Luxemburger oder ausländischen Gesellschaft durchführen und für Rechnung der verwalteten Investmentgesellschaften und deren Anteilhaber alle Rechte und Vorzugsrechte, insbesondere jedes mit den Vermögenswerten der jeweiligen Investmentgesellschaft verbundene Stimmrecht, ausüben. Diese Aufzählung ist nicht abschließend.

Ferner kann die Gesellschaft Beteiligungen, in jeder Form, an Luxemburger oder ausländischen Gesellschaften halten, und sie kann auch jede andere Anlageform erwerben, sei es durch Kauf, Zeichnung oder jede andere Art und Weise,

Wertpapiere übertragen, sei es durch Kauf, Tausch oder jede andere Form, und ihr Beteiligungsportfolio verwalten, kontrollieren und weiterentwickeln.

Die Gesellschaft kann den Gesellschaften, an denen sie unmittelbar oder mittelbar beteiligt ist, oder die zur selben Unternehmensgruppe wie die Gesellschaft gehören, durch die Gewährung von Darlehen und/oder Garantien oder auf andere Weise Beistand leisten.

Allgemein kann die Gesellschaft alle Handels-, Gewerbe- oder Finanzgeschäfte betreiben und alle sonstigen Tätigkeiten ausüben, die der Erreichung ihres Zweckes förderlich sind.

Zweiter Beschluss

Die Außerordentliche Gesellschafterversammlung beschließt, die Gesellschaft in CROWN PREMIUM General Partner S.à r.l. umzubenennen und dementsprechend Artikel 4 der Satzung mit folgendem Wortlaut neu zu fassen:

„Die Gesellschaft führt die Bezeichnung CROWN PREMIUM General Partner S.à r.l.“

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist und niemand mehr das Wort ergreift, wird die Außerordentliche Gesellschafterversammlung geschlossen.

Worüber Urkunde, Aufgenommen und geschlossen in Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung des Vorstehenden an die Erschienenen, dem Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: J. BLUNCK, J. BURR, K. SCHITOMIVSKI und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 20 mai 2011. Relation: LAC/2011/23254. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 24. Juni 2011.

Référence de publication: 2011087243/99.

(110098217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2011.

Navy Financière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 45.291.

Les comptes au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

NAVY FINANCIERE S.A.

Angelo DE BERNARDI / Alexis DE BERNARDI

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2011089905/12.

(110101514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

P.R.N.E. SA Parc Résidentiel Nei Esch, Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 19-21, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 116.962.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire, tenue en date du 6 mai 2011:

Les associés ont décidé de prolonger les mandats d'administrateur de Messieurs Patrick VAN CRAEN, né le 07 janvier 1953 à Malines en Belgique, demeurant à (B) 1170 Watermael-Boitsfort, chemin des Silex 1 et Fabien DE JONGE né le 2 janvier 1972 à Huy (Belgique) demeurant (B) 1560 Hoeilaart, Tentrappenstraat 33, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2015.

Les associés ont décidé de prolonger également le mandat d'administrateur délégué de Monsieur Patrick VAN CRAEN né le 07 janvier 1953 à Malines en Belgique, demeurant à (B) 1170 Watermael-Boitsfort, chemin des Silex 1, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2015.

Luxembourg.

Pour extrait conforme

Paul Laplume

Référence de publication: 2011089924/19.

(110101502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

NBG Asset Management Luxembourg, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 16, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 81.459.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011089906/11.

(110101178) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

P.R.N.E. SA Parc Résidentiel Nei Esch, Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 19-21, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 116.962.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal du Conseil d'Administration, tenue en date du 16 mai 2011:

Nomination d'un administrateur délégué

Le conseil a décidé, de nommer comme Administrateur Délégué, Monsieur Fabien DE JONGE né le 2 janvier 1972 à Huy (Belgique) demeurant (B) 1560 Hoeilaart, Tentrappenstraat 33 jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2015.

Luxembourg.

Pour extrait conforme

Paul Laplume

Référence de publication: 2011089923/15.

(110101502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

Parfon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 62, avenue Victor Hugo.
R.C.S. Luxembourg B 114.893.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011089925/9.

(110101469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

Parisian Property Partners S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 102.150,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 106.028.

EXTRAIT

La Société prend acte du changement d'adresse du gérant suivant:

- Mlle Céline PIGNON réside désormais professionnellement au 12, rue Guillaume Schneider L-2522 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme,

Luxembourg, le 29 juin 2011.

Référence de publication: 2011089926/14.

(110101062) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

Pearson Luxembourg N° 1., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 100.137.

En date du 14 juin 2011, la société Pearson plc a cédé ses 10.000 parts sociales de la société à responsabilité limitée Pearson Luxembourg N° 1. à la société à responsabilité limitée Pearson Luxembourg Holdings, R.C.S. Luxembourg B n° 100716, avec siège social à L-1331 Luxembourg, 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Luxembourg, le 28 juin 2011.

Pour avis sincère et conforme

Pour Pearson Luxembourg N°. 1.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2011089927/14.

(110100991) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

PerkinElmer Holding Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 150.464.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011089928/10.

(110100777) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

Portfolio Solutions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 151.439.

Extrait des minutes du conseil d'administration tenu au siège social de la société le 10 juin 2011 à 15h00

Le conseil d'administration décide de renouveler le mandat de PricewaterhouseCoopers, ayant son siège social au 400, Route d'Esch L - 1471 Luxembourg, enregistré sous le numéro B 65477 au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg, en tant que Réviseur Externe de la Société pour l'audit des comptes annuels se clôturant le 31 décembre 2011.

A Luxembourg, le 24 juin 2011.

Pour extrait conforme

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2011089929/16.

(110100881) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

Pub Freehold Acquisitions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 161.710.

STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the twenty-eighth day of the month of June.

Before Maître Blanche MOUTRIER, notary, residing in Esch-sur-Alzette,

There appeared:

Stonegate Pub Company Group S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 156172, represented by Me Ana BRAMAO, maître en droit, residing in Luxembourg pursuant to a proxy (such proxy to be registered together with the present deed).

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of association of a limited liability company ("société à responsabilité limitée") Pub Freehold Acquisitions S.à r.l. which is hereby established as follows:

Art. 1. Name. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Pub Freehold Acquisitions S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing parties and all persons who will become members thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds and debentures.

In a general fashion it may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its members deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the board of managers.

Art. 5. Share Capital. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Pounds Sterling (£12,500) divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one Pound Sterling (£1) each. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the members adopted in the manner required for the amendment of these articles of association.

Art. 6. Transfer of shares. Shares are freely transferable among members. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-members is subject to the consent of members representing at least seventy five percent of the Company's capital.

Art. 7. Management. The Company is managed by one or several managers who need not be members.

They are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of members, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time. The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting and the managers be identified with respect to the class they belong.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

The board of managers shall meet upon call by any manager. Notice of any meeting shall be given by letter, cable, telegram, telephone, facsimile transmission, telex or e-mail advice to each manager at least 24 hours before the meeting, except in the case of an emergency, in which event a twelve hours notice shall be sufficient. The convening notice may be waived by the consent in writing or by fax or telegram or email of each manager. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

A duly called meeting of the board of managers shall be duly quorated if at least a majority of the managers are present or represented, provided that at least two of the Managers shall be participating in such meeting from Luxembourg. Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company (including by way of representation). In the event however the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A and one class B manager (which may be represented).

The board of managers may, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution.

Resolutions of the board of the managers will be recorded in minutes signed by any manager of the Company.

Managers' resolutions, including circular resolutions, shall be conclusively certified or an extract thereof shall be issued under the individual signature of any manager.

Vis-à-vis third parties the manager or each manager (in the case of a board of managers) has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company. The Company will be bound by the individual signature of anyone of the manager(s) or by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by anyone of the managers.

Art. 8. Liability managers. The managers are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Art. 9. Decision by members. Each member may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly participate in written resolutions and act at any meeting of members through a special proxy.

Art. 10. Decisions by members are passed in such form and at such majority(ies) as set out herein or to the extent mandatory as prescribed by Luxembourg company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings held including meetings held by way of conference call, video conference or other means of communication allowing members taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another; the participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. Any regularly constituted meeting of members of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of members of the Company.

Meetings shall be called by the board of managers by convening notice addressed by registered mail to members to their address appearing in the register of members held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the members at their addresses inscribed in the register of members held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (i) a majority of the members (ii) representing at least three quarters of the issued share capital.

In case and for as long as the Company has more than 25 members, an annual general meeting shall be held on 30 June of each year at 2.00 p.m. If such day is not a business day, the meeting shall be held on the immediately following business day.

Art. 11. Accounting year. The accounting year begins on 1 January of each year and ends on 31 December of the same year.

Art. 12. Annual accounts. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the board of managers.

Art. 13. The financial statements are at the disposal of the members at the registered office of the Company.

Art. 14. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The members may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the members upon decision of a general meeting of members.

The share premium account (if any) may be distributed to the members upon decision of a general meeting of members. The general meeting of members may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 15. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be members and who are appointed by the general meeting of members who will specify their powers and remunerations.

Art. 16. If, and as long as one member holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single member company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August, 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 17. For anything not dealt with in the present articles of association, the members refer to the relevant legislation.

Special disposition

The first accounting year shall begin on the date of incorporation of the company and shall terminate on 31 December 2011.

Subscription and Payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up the following shares:

Subscriber	Number of shares	Payments (£)
Stronagate Pub Company Group S.à.r.l.	12,500	£ 12,500
Total:	12,500	£ 12,500

Evidence of the payment of the subscription price has been given to the undersigned notary.

EXtraordinary general meeting

The sole member has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg.
2. The following person is named as class A manager of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company:
 - Gary May, manager, born on 9th September 1958 in Coventry, United Kingdom, with professional address at One Stanhope Gate, London, W1K 1AF, United Kingdom.

The following persons are named as class B managers of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company:

- Jan-Willem Overheul, manager, born on 4 January 1982 in Neerijnen, The Netherlands, with professional address at 20 rue de la Poste, L-2346 Luxembourg; and
- Eric Lechat, manager, born on 21 February 1980, in Louvain, Belgium, with professional address at 20 rue de la Poste, L-2346 Luxembourg.

Expenses, Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately € 1,400.-.

The document having been read to the person appearing, who requested that the deed should be documented in the English language, the said person appearing signed the present original deed together with us, the Notary, having personal knowledge of the English language.

The present deed, worded in English, is followed by a translation into French. In case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Done in Luxembourg, on the day beforementioned.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille onze, le vingt-huitième jour du mois de juin.

Par devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette,

A comparu:

Stonegate Pub Company Group S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg et étant immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 156172, représentée par Me Ana BRAMAO, maître en droit, demeurant à Luxembourg en vertu d'une procuration (cette procuration étant enregistrée avec le présent acte).

Lequel comparant agissant ès-qualités a demandé au notaire soussigné d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée Pub Freehold Acquisitions S.à r.l. qui est constituée par les présentes:

Art. 1^{er}. Nom. Il est formé par les comparants et toutes personnes qui deviendront par la suite associées, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «Pub Freehold Acquisitions S.à r.l.» (la «Société»). La Société sera régie par les présents statuts et les dispositions légales afférentes.

Art. 2. Objet. L'objet de la Société est de détenir des participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères ou dans toute autre entreprise, l'acquisition par l'achat, la souscription, ou par tout autre moyen, de même que par la vente, l'échange ou autrement d'actions, d'obligations, de certificats de créance, notes et autres valeurs mobilières de toute espèce, et la détention, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut également détenir des intérêts dans des sociétés de personnes et exercer son activité par l'intermédiaire de succursales luxembourgeoises ou étrangères.

La Société peut emprunter sous toute forme et procéder par voie de placement privé à l'émission d'obligations ou de certificats de créance.

D'une manière générale elle peut prêter assistance (par des prêts, avances, garanties, valeurs mobilières ou autrement) à toute société ou entreprise dans laquelle la Société a un intérêt ou qui fait partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société, prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et effectuer toute opération qu'elle juge utile dans l'accomplissement et le développement de ses objets.

Finalement, la Société peut effectuer toute opération commerciale, technique, financière ou autre, liée directement ou indirectement, dans tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant dans les conditions prévues en cas de modification des statuts.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la ville de Luxembourg par décision du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales situés au Luxembourg ou à l'étranger.

Au cas où le conseil de gérance, estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, ont eu lieu ou sont sur le point d'avoir lieu, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures temporaires n'auraient aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, demeurerait une société luxembourgeoise. Ces mesures temporaires seront prises et portées à la connaissance des tiers par le conseil de gérance.

Art. 5. Capital social. Le capital social émis de la Société est fixé à douze mille cinq cents Livres Sterling (12.500 £) divisé en douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale d'une Livre Sterling (1 £) chacune. Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution des associés adoptée de la manière requise pour la modification des présents Statuts.

Art. 6. Transfert de parts sociales. Les parts sociales sont librement transférables entre associés. Sauf dispositions contraires de la loi, les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non associés que moyennant l'agrément donné par au moins soixante-quinze pourcent du capital social de la Société.

Art. 7. Gestion. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Ils sont nommés et révoqués par l'assemblée générale des associés, qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions, par une décision prise à la majorité simple. Si aucun terme n'est indiqué, les gérants sont nommés pour une période indéterminée. Les gérants sont rééligibles mais leur nomination est également révocable avec ou sans cause (ad nutum) et à tout moment. L'assemblée générale des associés peut décider de nommer des gérants de deux classes différentes, à savoir des gérants de classe A et des gérants de classe B. Une telle classification des gérants devra être dûment consignée dans le procès-verbal de l'assemblée concernée et les gérants être identifiés en ce qui concerne la classe à laquelle ils appartiennent.

Au cas où il y aurait plus d'un gérant, les gérants constituent un conseil de gérance. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les uns les autres et de communiquer les uns avec les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à une réunion ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion ou à une réunion tenue en personne. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil de gérance par un autre gérant, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter.

Le conseil de gérance se réunira sur demande d'un gérant. Convocation à toute réunion sera donnée par lettre, câble, télégramme, téléphone, télécopieur, télex ou courrier électronique à chaque gérant au minimum 24 heures avant la réunion, sauf urgence, auquel cas un délai de douze (12) heures sera suffisant. Il peut être renoncé à la convocation par écrit, télécopie, télégramme ou courrier électronique par chaque gérant. Une convocation séparée ne sera pas exigée pour des réunions individuelles tenues aux heures et lieu décrits dans un échéancier adopté antérieurement par résolution du conseil de gérance.

Une réunion du conseil de gérance dûment convoquée aura le quorum nécessaire pour délibérer si la majorité des gérants est présente ou représentée et si au moins deux (2) des gérants participent à une telle réunion à partir du Luxembourg. Les décisions du conseil de gérance sont valablement prises par l'agrément de la majorité des gérants de la Société (représentation comprise). Dans le cas où néanmoins l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir des gérants de classe A et des gérants de classe B) toute résolution du conseil de gérance ne peut être valablement prise que si approuvée par la majorité des gérants comprenant au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B (qui peuvent être représentés).

Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par câble, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble constituera les documents circulaires dûment exécutés faisant foi de la résolution intervenue.

Les résolutions du conseil de gérance seront consignées dans des procès-verbaux lesquels seront signés par un gérant de la Société.

Les résolutions des gérants, y compris celles prises par voie circulaire, seront certifiées comme faisant foi et des extraits seront émis sous la signature individuelle de tout gérant.

Le gérant ou chacun des gérants (dans le cas d'un conseil de gérance) ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société dans toutes les circonstances et pour faire, autoriser et approuver tous actes et opérations relatifs à la Société. La Société sera engagée par la signature individuelle de chacun du/des gérant(s) ou par la signature individuelle de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le ou un des gérants.

Art. 8. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent aucune obligation personnelle du fait des dettes de la Société. Comme mandataires, ils sont responsables de l'exécution de leur mandat.

Art. 9. Décisions des associés. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut valablement prendre part aux résolutions écrites et valablement se faire représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Les décisions des associés sont prises dans les formes et à la/aux majorité/s prévues dans les présents statuts ou prévues par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales, par écrit (dans la mesure où c'est permis par la loi) ou lors d'assemblées y compris des assemblées tenues par voie de conférence téléphonique, vidéo conférence, ou tous autres moyens de communication permettant à tous les associés prenant part à l'assemblée de s'entendre les uns les autres et de communiquer ensemble. La participation à une assemblée par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle assemblée. Toute assemblée des associés de la Société ou toute résolution circulaire (dans la mesure où c'est permis par la loi le cas échéant) représente l'entièreté des associés de la Société.

Les assemblées peuvent être convoquées par le conseil de gérance par une convocation adressée par lettre recommandée aux associés à l'adresse contenue dans le registre des associés tenu par la Société au moins huit (8) jours avant la date d'une telle assemblée. Si l'entièreté du capital social est représentée à une assemblée, l'assemblée peut être tenue sans convocation préalable.

Dans le cas de résolutions circulaires, le texte de ces résolutions doit être envoyé aux associés à leur adresse inscrite dans le registre des associés tenu par la Société ou moins huit (8) jours avant la date effective des résolutions. Les résolutions prennent effet à partir de l'approbation par la majorité comme prévu par la loi concernant les décisions collectives (ou sujet à la satisfaction de la majorité, à la date y précisée). Des résolutions unanimes peuvent être passées à tout moment sans convocation préalable.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises (i) qu'à la majorité des associés (ii) représentant au moins les trois quarts du capital social.

A partir du moment où la Société compte plus de 25 associés la tenue d'une assemblée générale annuelle des associés sera obligatoire. La date de la tenue de l'assemblée générale annuelle est fixée au 30 juin de chaque année à 14.00 heures. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable l'assemblée sera tenue le jour ouvrable suivant.

Art. 11. Année sociale. L'année sociale commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 12. Comptes annuels. Chaque année, à la fin de l'année sociale le conseil de gérance établit les comptes annuels.

Art. 13. Les comptes annuels sont disponibles au siège social pour tout associé de la Société.

Art. 14. Distribution. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire si cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Les associés peuvent décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le gérant ou le cas échéant le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice comptable augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve constituée en vertu de la loi.

Le solde peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale.

Le compte de prime d'émission (si présent) peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut décider d'allouer tout montant de la prime d'émission à la réserve légale.

Art. 15. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 16. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales; dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

Art. 17. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence en date de la constitution et se terminera le 31 décembre 2011.

Souscription et Paiement

Les statuts de la Société ayant été ainsi établis par la partie comparante, celle-ci a souscrit et intégralement libéré les parts sociales suivantes:

Associé	Nombre de parts sociales	Capital souscrit (£)
Stonegate Pub Company Group S.à.r.l.	12.500	12.500 £
Total:	12.500	12.500 £

Preuve du paiement du prix de souscription a été donnée au notaire instrumentant.

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg
2. La personne suivante est nommée gérant de classe A de la Société pour une durée indéterminée sous réserve des statuts de la Société:
 - Gary May, gérant, né le 9 septembre 1958 à Coventry, Royaume-Uni, avec adresse professionnelle au One Stanhope Gate, Londres, W1K 1AF, Royaume-Uni.

Les personnes suivantes sont nommées gérants de classe B de la Société pour une durée indéterminée sous réserve des statuts de la Société:

- Jan-Willem Overheul, gérant, né le 4 janvier 1982 à Neerijnen, Pays-Bas, demeurant professionnellement au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg; et
- Eric Lechat, gérant, né le 21 février 1980, à Louvain, Belgique, avec adresse professionnelle au 20 rue de la Poste, L-2346 Luxembourg.

Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations, charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société du fait du présent acte sont évaluées à environ € 1.400,-.

Le document ayant été lu au comparant, qui a requis que le présent acte soit rédigé en langue anglaise, ledit comparant a signé le présent acte avec Nous, notaire, qui avons une connaissance personnelle de la langue anglaise.

Le présent acte, rédigé en anglais, est suivi d'une traduction française. En cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Signé: A. Bramao, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 28 juin 2011. Relation: EAC/2011/8351. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): A. Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 29 juin 2011.

Référence de publication: 2011089930/342.

(110100800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

Pamir S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 39.047.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 29 juin 2011.

Référence de publication: 2011089931/10.

(110101279) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

Pareast S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.
R.C.S. Luxembourg B 59.685.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011089932/10.

(110101173) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

Parest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois.
R.C.S. Luxembourg B 140.172.

Les comptes annuels clos au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011089933/10.

(110100868) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

Real Estate and Securities Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 148.089.

M. Stéphane BIVER, né le 3 août 1968 à Watermael-Boitsfort (Belgique), demeurant professionnellement L-2330 Luxembourg, Boulevard de la Pétrusse, 128, informe le Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg de sa démission en date du 20 juin 2011 de son mandat d'administrateur de la société REAL ESTATE AND SECURITIES INVESTMENTS SA société anonyme de droit luxembourgeois immatriculée au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 148089 et dont le siège est établi L-2330 Luxembourg, 128 Boulevard de la Pétrusse.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

M. Stéphane BIVER.

Référence de publication: 2011089961/14.

(110101358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

Parest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois.
R.C.S. Luxembourg B 140.172.

Les comptes annuels clos au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011089934/10.

(110100869) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

Global Aviation Technical Solutions SECS, Société en Commandite simple.

Capital social: EUR 10.001,00.

Siège social: L-2990 Sandweiler, Aéroport de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 161.422.

STATUTES

In the year two thousand eleven on the twenty-sixth day of May.

before Maître Paul Bettingen, notary, residing in Niederanven, Grand-Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

1- Global Aviation Technical Solutions GP S.A., a "société anonyme" organized under the laws of Luxembourg, having its registered office at Aéroport de Luxembourg, L-2990 Sandweiler, in process of registration with the Luxembourg Trade and Companies Register,

duly represented by Me Jean-Claude Wolff, with professional address at 4, rue Dicks, L - 1417 Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal given in Luxembourg.

The said proxy, after having been signed *ne varietur* by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration (the General Partner), and

2- GATS Partnership (BVI) L.P., a limited partnership organized under the laws of the British Virgin Islands, having its registered office at Romasco Place, Wickhams Cay 1, PO Box 3140, Road Town, Tortola, British Virgin Islands VG1110, registered under the number 835 with the British Virgin Islands financial services commission, represented by its general partner GATS GP (BVI) LTD, with registered address at Romasco Place, Wickhams Cay 1, P.O. Box 3140, Road Town, Tortola, British Virgin Islands VG1110 and registered with the number 1646696 with the British Virgin Islands registrar of corporate affairs,

duly represented by Me Jean-Claude Wolff, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed *ne varietur* by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration (the Limited Partner).

Any reference to partners herein shall refer to the General Partner and the Limited Partner.

The said proxies, after having been signed "*ne varietur*" by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing parties, represented as stated here-above, have requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a "société en commandite simple", which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. There is formed a "société en commandite simple" under the name "Global Aviation Technical Solutions SECS" (the Company), which shall be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), as well as by the present articles of association (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Sandweiler, Grand-Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the General Partner of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the General partner adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the General Partner. Where the General Partner of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent as determined in the sole discretion of the General Partner and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object.

3.1. The object of the Company is to carry out, in Luxembourg or abroad:

- all activities of analysis, logistics and production required for the maintenance and use of aircraft;
- any maintenance, service, repair, modification and adaptation to aircrafts as well as to any of their components, engines and accessories;
- the qualification and training of personnel required for the accomplishment of these tasks;
- the supply, storage and provision of components, engines, dismantled parts and other materials necessary for the purpose of these activities;
- inventory and storage management;
- the assistance and provision of maintenance and service to aircrafts and to any of their components, any activity using comparable aviation technology and in particular the manufacture, the repair and processing of high technology items;
- support services for aircraft components, including overhaul, repair and management of spare parts pools and related logistics relating to the provision of services to maintain a fleet of aircraft and to source and repair spare parts.

3.2. The Company may carry out any act in direct or indirect connection with the present object and may further acquire, give or lease, set up, alienate or exchange any movable or immovable property engage in development or commercial, industrial or financial operations.

3.3. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies or persons and the Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company or person, and, generally, for its own benefit and/

or the benefit of any other company or person, in each case to the extent those activities are not considered as regulated activities of the financial sector.

3.4. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.5. The Company may generally carry out any operations and transactions, which directly or indirectly favour or relate to its object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the partners of the Company adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

4.3. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the General Partner or the Limited Partner.

II. Capital - Parts

Art. 5. Capital.

5.1. The Company's capital is set at ten thousand and one euro (EUR 10,001,-) represented by ten thousand and one (10,001,-) parts in registered form having no par value, all subscribed and fully paid-up, divided in ten thousand (10,000,-) limited parts (the Limited Parts) and one (1) unlimited part (the General Partner's Part). The General Partner's Part and the Limited Parts will be individually referred to as a Part and collectively as the Parts.

5.2. The subscribed capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the partners, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

5.3. The Company may maintain a reserve account to which additional contributions may be recorded by a resolution of the partners.

Art. 6. Parts.

6.1. Each Part entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of Parts in existence.

6.2. Towards the Company, the Company's Parts are indivisible, since only one owner is recognized per Part. Joint co-owners must appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3. Parts are transferable among partners with the consent of the General Partner.

Except between partners of the Company where the transfer of Parts is free, the transfer of the Parts is only permitted with the consent of all existing partners.

6.4. A partners' register will be kept at the registered office of the Company and may be examined by each partner who so requests.

III. Management - Representation

Art. 7. Management of the company.

7.1. The Company shall exclusively be managed by its General Partner, pursuant to the provisions of this Article 7 and Article 8, who shall be the unlimited liability partner (associé - gérant - commandité) and who shall be personally, jointly and severally liable with the Company for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Company.

7.2. The General Partner, acting within its scope as described in these Articles, is vested with the broadest powers to perform all acts of administration, disposition and other acts in the Company's interest which are expressly reserved by the Companies 1915 or by these Articles to the meeting of the partners.

7.3. Accordingly, any action of the Company must be approved in writing by the General Partner, represented as stated above, and such written approval may be made in documents in counterpart and by fax.

7.4. The General Partner may from time to time sub-delegate its power for specific tasks to one or several ad hoc agent(s) who need not to be partners, provided that no such sub-delegation will be made to a Limited Partner, and such sub-delegation be documented in a power of attorney issued by the General Partner and signed by the General Partner.

7.5. The General Partner shall namely have the power on behalf and in the name of the Company, with full power of substitution, to subscribe to shares or other securities, to carry out any and all of the purposes of the Company and to perform all acts and enter into and perform all contracts and other undertakings that it may deem necessary, advisable or useful or incidental thereto. Except as otherwise expressly provided, the General Partner shall have full authority in its discretion to exercise, on behalf of and in the name of the Company, all rights and powers necessary or convenient to carry out the Purposes of the Company.

Art. 8. Representation - Authorised signatories. The Company shall be bound by the signature of the General Partner, itself represented as stated in Article 7 above or by the individual or joint signatures of any other persons to whom

authority shall have been delegated by the General Partner in a power of attorney issued by the General Partner, except that such authority may not be conferred to a Limited Partner of the Company.

IV. Liability of partners of the company

Art. 9. The Limited Partners are only liable up to the amount of their capital contribution made to the Company.

V. General meetings of partners

Art. 10. Powers and Voting rights.

10.1. Without prejudice to the following paragraph, resolutions of the partners shall be adopted at general meetings.

10.2. The decisions of the partners may be taken by circular resolution. The partners shall be consulted in writing and shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the partners may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by an original or by telegram, telex, facsimile or e-mail.

10.3. Each partner has voting rights commensurate to his shareholding. Each Part is entitled to one vote.

Art. 11. Notices, Quorum, Majority and Voting proceedings.

11.1. The partners may be convened by the General Partner of the Company, who must convene the partners following the request of any partner.

11.2. The partners shall be convened in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail.

11.3. Written notice of any meeting of the partners shall be given to all partners at least 3 (three) days in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting.

11.4. Meetings of the partners of the Company shall be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meetings.

11.5. If all the partners of the Company are present or represented at a meeting of the partners of the Company, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

11.6. A partner may act at any meeting of the partners of the Company by appointing another person (who need not be a shareholder) as his proxy in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail.

11.7. Decisions of the partners can also be validly adopted in writing to the extent all partners consent to adopt a written resolution.

11.8. All decisions may be taken by the General Partner except resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company, which may only be adopted by unanimous vote of all of the partners. However, in no case may any partner be obliged to increase his participation in the Company without his consent. In addition, the partners can only change the nationality of the Company by unanimous vote.

VI. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 12. Accounting Year and Annual general meeting.

12.1. The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first of December of such year.

12.2. Each year, with reference to the end of the Company's year, the General Partner must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising all the Company's commitments and the debts of the managers, auditor(s) (if any) and partners of the Company.

12.3. Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

12.4. The annual general meeting of the partners shall be held at such place and time as may be specified in the convening notice of the meeting which shall take place within the time limit set forth by the Law.

Art. 13. Supervision of the Company.

13.1. Where the thresholds of article 35 of the law of December 19, 2002 regarding the Trade and Companies Register as well as the accountancy and the annual accounts of companies are met, the Company shall have its annual accounts audited by one or more qualified auditor ("réviseurs d'entreprises") appointed by the general meeting of the partners amongst the members of the "Institut des réviseurs d'entreprises".

13.2. Even if the above mentioned thresholds are not met, one or more qualified auditor may be appointed at any time by a resolution of the general meeting of the partners that shall determine in such case the terms and conditions of his/their mandate.

Art. 14. Appropriation of profits.

14.1. The credit balance of the profit and loss account (after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions) represent the net profit of the Company.

14.2. Each Year, the general meeting of the partners may decide that the net profit be either distributed proportionally to the Part they hold, as dividends or be carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

14.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- (i) a statement of accounts or an inventory or report is established by the General Partner of the Company;
- (ii) this statement of accounts, inventory or report shows that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the statutory reserve;
- (iii) the decision to pay interim dividends is taken by the partners of the Company;
- (iv) assurance has been obtained that the rights of the creditors of the Company are not threatened; and
- (v) should, after the close of the financial year, the amount available for distribution appear to be less than the amount distributed as an interim dividend, the relevant partners shall be required to refund the shortfall to the Company.

VII. Dissolution - Liquidation

In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be partners, appointed by a resolution of the general meeting of partners which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the partners or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the partners in proportion to the Parts held by each partner in the Company.

VIII. General provision

Reference is made to the provisions of the Law and to any agreement which may be entered into among the partners from time to time (if any) for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on December 31, 2011.

Subscription - Payment

Thereupon,

GATS Partnership (BVI) L.P., prenamed and represented as stated above declares to subscribe for ten thousand (10,000) Limited Parts in registered form, having no par value, and Global Aviation Technical Solutions GP S.A., prenamed and represented as stated above declares to subscribe for one (1) General Partner's in registered form, having no par value, and to fully pay them up in cash so that the amount of ten thousand and one euro (EUR 10,001,-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand euro (EUR 1,000).

Extraordinary general meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the shareholders of the Company, representing the entirety of the subscribed share capital have passed the following resolutions:

The registered office of the Company is set at Aéroport de Luxembourg, L-2990 Sandweiler.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Senningerberg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties who signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le vingt-sixième jour de mai,

Par-devant Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven (Grand-Duché de Luxembourg).

ONT COMPARU:

1- Global Aviation Technical Solutions GP S.A., une société anonyme constituée selon la loi luxembourgeoise, ayant son siège social à l'Aéroport de Luxembourg, L-2990 Sandweiler; en cours d'enregistrement auprès du Registre de Commerce et des Sociétés,

et représentée par Me Jean-Claude Wolff, avec adresse professionnelle au 4, rue Dicks, L - 1417 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé à Luxembourg, (ci-après l'«Associé Commandité»);

2- GATS Partnership (BVI) L.P., un «limited partnership» constitué sous le droit des Iles Vierges Britanniques, ayant son siège social à Romasco Place, Wickhams Cay 1, PO Box 3140, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques VG1110, enregistré sous le numéro 835 auprès de la commission des services financiers des Iles Vierges Britanniques, représenté par son «general partner» GATS GP (BVI) LTD, ayant son siège social à Romasco Place, Wickhams Cay 1, P.O. Box 3140, Road Town, Tortola, British Virgin Islands VG1110 et enregistré sous le numéro 1646696 du «registrar of corporate affairs» des Iles Vierges Britanniques,

et représenté par Me Jean-Claude Wolff, précité, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé (ci-après l'«Associé Commanditaire»).

Toute référence aux associés fait référence à l'Associé Commandité et à l'Associé Commanditaires.

Lesdites procurations, après avoir été signées «ne varietur» par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

Les parties comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société en commandite simple qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er} . Dénomination. Il est formé une société en commandite simple sous la dénomination «Global Aviation Technical Solutions SECS» (ci-après la Société), qui sera régie par le droit du Grand-Duché du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (ci-après la Loi), ainsi que par les présent statuts (ci-après les Statuts).

Art. 2. Siège social. Le siège social de la Société est établi à Sandweiler (Grand-Duché de Luxembourg). Il peut être transféré dans les limites de la commune par décision de l'Associé Commandité. Le siège social peut également être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'Associé Commandité adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Il peut être créé des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision de l'Associé Commandité. Lorsque de l'Associé Commandité de la Société estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, qui sont déterminés à la seule discrétion de l'Associé Commandité, et que ces événements seraient de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances extraordinaires. Ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. La Société a pour objet, tant au Luxembourg qu'à l'étranger:

- toutes les activités d'études, de logistique et de production requises par la maintenance et l'exploitation d'aéronefs;
- l'entretien, la révision, la réparation, les modifications et adaptations d'aéronefs et leurs composants, moteurs, accessoires et autres éléments;
- la qualification et la formation du personnel requis pour ces tâches;
- l'approvisionnement, le stockage et la fourniture de composants, moteurs, pièces détachées et autres matières nécessaires à ces activités;
- la gestion des magasins;
- l'assistance à la mise en oeuvre d'unités d'entretien et de révision d'aéronefs et de leurs composants, toutes activités utilisant des technologies comparables à celle de l'aéronautique et notamment la fabrication, la réparation et le traitement de pièces et ensembles de haute technologie.

3.2. La Société peut accomplir tous les actes qui concourent à la réalisation de son objet social et peut notamment acquérir, donner ou prendre en location, ériger, aliéner ou échanger tous biens meubles ou immeubles, d'exploitation ou opérations commerciales, industrielles ou financières se rapportant directement ou indirectement à son objet social.

3.3. La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billet à ordre, obligations et emprunts obligataires et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de participation. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou valeurs de participation, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toutes autres sociétés ou personnes et la Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toutes autres sociétés ou personnes et, de

manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toutes autres sociétés ou personnes, dans chaque cas, pour autant que ces activités ne constituent pas des activités réglementées du secteur financier.

3.4. La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à ses investissements en vue de leur gestion efficace, en ce compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.5. La Société peut d'une façon générale effectuer toutes les opérations et transactions qui favorisent directement ou indirectement ou se rapportent à son objet.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société peut être dissoute, à tout moment, par une résolution des associés de la Société adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

4.3. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés commandité ou commanditaire.

II. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Capital social.

5.1. Le capital social de la Société est fixé à dix mille et un euros (EUR 10.001.-) représenté par dix mille et une (10.001) parts sociales sous forme nominative sans valeur nominale, toutes souscrites et entièrement libérées, divisées en dix mille (10,000) parts d'associé commanditaire (Parts d'Associé Commanditaire) et une (1) part d'associé commandité (Part d'Associé Commandité). La Part d'Associé Commandité et les Parts d'Associé Commanditaire seront désignées individuellement comme une Part et collectivement comme les Parts.

5.2. Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

5.3. La Société pourra maintenir un compte de réserve sur lequel des apports additionnels pourront être déposés par une résolution des associés.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Chaque Part donne droit à son détenteur à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des Parts existantes.

6.2. Envers la Société, les Parts de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par Part est reconnu. Les copropriétaires doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3. Les Parts sont cessibles entre associés avec le consentement de l'Associé Commandité.

Exception faite du transfert de Parts entre associés, lequel transfert de Parts est libre, la cession de Parts est soumise au consentement de tous les associés existants au moment de cette cession.

6.4. Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société et pourra être consulté par chaque associé qui le requiert.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Gérance de la Société.

7.1. La Société sera gérée exclusivement par l'Associé Commandité en vertu des dispositions des Articles 7 et 8 des présents Statuts, qui sera l'associé - gérant - commandité responsable et qui sera donc personnellement, conjointement et individuellement responsable au nom de la Société de tout passif auquel l'actif de la Société ne permettra pas de faire face.

7.2. L'associé - gérant - commandité, agissant dans le cadre décrit dans ces Statuts, est investi des pouvoirs les plus larges qui lui permettent d'effectuer tous les actes d'administration, de disposition et autres dans l'intérêt de la Société et qui ne sont pas expressément réservés, d'après la Loi de 1915 ou d'après les présents Statuts, à l'assemblée des associés.

7.3. En conséquence, toute action de la Société devra être approuvée par écrit par l'Associé Commandité, représenté tel que décrit ci-dessus, cette approbation apparaissant sur des documents en plusieurs exemplaires et par fax.

7.4. L'associé - gérant - commandité peut de temps à autre déléguer ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc, associé ou non, à condition que cette délégation de pouvoir ne soit pas faite en faveur de l'Associé Commanditaire et qu'une telle délégation soit documentée par une procuration émise par l'Associé Commandité et signée par l'Associé Commandité.

7.5. L'associé - gérant - commandité aura notamment le pouvoir, au nom et pour compte de la Société, avec pouvoir de substitution, de souscrire des parts ou autres titres, de mettre en oeuvre tout ce qui se rapporte à l'objet de la Société et d'exécuter tous actes et entrer et exécuter tous contrats ou autres engagements jugés nécessaires, conseillés, utiles ou en rapport avec celui-ci. Sauf dispositions contraires, l'associé - gérant - commandité aura entière autorité à sa discrétion d'exercer, au nom et pour le compte de la Société, tous droits et pouvoirs nécessaires afin de mener à bien l'objet de la Société.

Art. 8. Représentation - Signatures autorisées. La Société sera engagée par la signature de l'Associé Commandité, lui-même représenté tel que défini dans l'article 7 ci-dessus ou par la signature individuelle ou conjointe des autres personnes auxquelles l'associé - gérant - commandité aura délégué le pouvoir de signature en vertu d'une procuration émise par l'Associé Commandité sauf qu'une telle autorité ne peut pas être conférée à un Associé Commanditaire de la Société.

IV. Responsabilité des associés de la société

Art. 9. Les propriétaires de Parts d'Associé Commanditaire sont responsables uniquement à hauteur de leur apport au capital de la Société.

V. Assemblée générale des associés

Art. 10. Pouvoirs et Droits de vote.

10.1. Sans préjudice du paragraphe suivant, les résolutions des associés seront adoptées aux assemblées générales.

10.2. Les décisions des associés pourront être prises par une résolution circulaire. Les associés devront être consultés par écrit et devront exprimer leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés pourront apparaître sur un seul document ou sur plusieurs copies d'une résolution identique et pourront être prouvées par un original ou par télégramme, télex, facsimile ou e-mail.

10.3. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Chaque Part donne droit à un vote.

Art. 11. Convocation, Quorum, Majorité et Procédures de vote.

11.1. Les associés pourront être convoqués par l'Associé Commandité de la Société, qui doit convoquer les associés suivant une demande de tout associé.

11.2. Les associés sont convoqués par écrit pouvant prendre la forme d'un original, d'un télégramme, d'un télex, d'un facsimile ou encore d'un e-mail.

11.3. Convocation écrite pour chaque assemblée générale des associés devra être communiquée à tous les associés au moins 3 (trois) jours avant la date prévue pour une telle assemblée, sauf urgence auquel cas la nature de l'urgence devra être mentionnée dans la convocation à l'assemblée.

11.4. Les assemblées des associés de la Société devront être tenues au lieu et à la date spécifiée dans les convocations aux assemblées respectives.

11.5. Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée générale des associés et se considèrent comme ayant été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée peut être tenue sans convocation préalable.

11.6. Un associé peut se faire représenter à toute assemblée générale des associés en désignant une autre personne (qui n'a pas besoin d'être associé) en tant que mandataire par écrit pouvant prendre la forme d'un original, d'un télégramme, d'un télex, d'un facsimile ou encore d'un e-mail.

11.7. Les décisions des associés peuvent aussi être valablement adoptées par écrit dans la mesure où tous les associés consentent à prendre des résolutions écrites.

11.8. Toute décision peut être prise par l'Associé Commandité à l'exception des décisions visant à modifier les présents Statuts ou à dissoudre et liquider la Société, lesquelles pourront uniquement être adoptées à l'unanimité des associés. Néanmoins, en aucun cas l'un des associés ne pourra voir sa participation dans la Société accroître sans son consentement.

De plus, les associés ne peuvent changer la nationalité de la Société que par un vote unanime.

VI. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

Art. 12. Compte annuel et Assemblée générale annuelle.

12.1. L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année.

12.2. Chaque année, à la fin de l'exercice social de la Société, l'Associé Commandité dresse le bilan et le compte de pertes et profits de la Société ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société avec une annexe résumant tous les engagements de la Société et les dettes des gérant(s), auditeur(s) (s'il y en a) et des associés de la Société.

12.3. Tout associé peut prendre connaissance de ces inventaire et bilan au siège social de la Société.

12.4. L'assemblée générale des associés se tiendra au lieu et heure indiqués dans la convocation de l'assemblée qui devra qui se tenir endéans les délais prévus par la Loi.

Art. 13. Surveillance de la Société.

13.1. Si les limites prévues à l'article 35 de la Loi du 19 décembre 2002 concernant le Registre de Commerce et des Sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises sont atteintes, la Société devra faire auditer ses comptes annuels par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises nommés par l'assemblée générale des associés et choisis parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

13.2. Même si les limites mentionnées ci-dessus ne sont pas atteintes, un ou plusieurs réviseurs d'entreprises pourront être nommés à tout moment par une résolution de l'assemblée générale des associés qui déterminera dans ce cas les termes et conditions de son/leur mandat.

Art. 14. Distribution des bénéfices.

14.1. Le solde créditeur du compte de pertes et profits (après déduction des dépenses, coûts, amortissements, charges et provisions) représente le bénéfice net de la Société.

14.2. Chaque année, l'assemblée générale des associés peut décider de distribuer le bénéfice net aux associés proportionnellement aux nombres de Parts qu'ils détiennent en tant que dividendes ou le reporter ou l'affecter à une réserve extraordinaire.

14.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués, à tout moment, aux conditions suivantes:

- (i) un état des comptes ou un inventaire ou un rapport est établi par l'Associé Commandité de la Société;
- (ii) cet état des comptes, inventaire ou rapport montre que des actifs et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté par les bénéfices reportés et les réserves distribuables mais réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;
- (iii) la décision de payer des dividendes intérimaires est adoptée par les associés de la Société; et
- (iv) l'assurance a été obtenue que les droits des créanciers de la Société ne soient pas menacés;
- (v) si, après la clôture de l'exercice social, le montant disponible à la distribution apparaît inférieur au montant distribué en tant que dividende intérimaire, les associés seront tenus de reverser la différence à la Société.

VII. Dissolution - Liquidation

15.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, nommés par une résolution de l'Assemblée générale des associés qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération. Sauf disposition contraire prévue par la Loi ou la décision des associés, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus larges pour la réalisation des actifs et du paiement des dettes de la Société.

15.2 Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera distribué aux associés proportionnellement au nombre d'actions détenues par chaque associé dans la Société.

VIII. Dispositions générales

Il est fait référence aux dispositions de la Loi et à toute convention qui peut être conclue entre les associés de temps à autre (le cas échéant) pour tous les points qui ne font pas l'objet d'une disposition spécifique dans ces présents Statuts.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commencera à la date du présent acte et s'achèvera le 31 décembre 2011.

Souscription et Libération

Sur ces faits,

GATS Partnership (BVI) L.P., prénommé, agissant par son représentant, déclare souscrire dix mille (10.000) Parts d'Associé Commanditaire, sans valeur nominale,

Global Aviation Technical Solutions GP S.A., prénommé, agissant par son représentant, déclare souscrire une (1) Part d'Associé Commandité sans valeur nominale,

et entièrement libérées en numéraire de sorte que la somme de dix mille et un euros (EUR 10.001.-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à mille euros (EUR 1.000).

Résolutions des associés

Immédiatement après la constitution de la Société, les associés de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit ont pris les résolutions suivantes:

Le siège social de la Société est établi à l'Aéroport de Luxembourg, L-2990 Sandweiler.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française et qu'en cas de divergence entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Fait et passé à Senningerberg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du document ayant été faite au mandataire des parties comparantes, celui-ci a signé, avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: Jean-Claude Wolff, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 27 mai 2011. LAC / 2011 / 24684. Reçu 75.-€.

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 7 juin 2011.

Référence de publication: 2011082274/454.

(110092555) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2011.

Parest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois.

R.C.S. Luxembourg B 140.172.

Les comptes annuels clos au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011089935/10.

(110101476) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

MP Participations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 161.017.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 29 juin 2011.

Référence de publication: 2011089899/10.

(110101082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

Microtrade S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.

R.C.S. Luxembourg B 23.760.

Il résulte d'une Résolution du Gérant du 9 juin 2011 que Monsieur Olivier GUALDONI, demeurant à F-91450 Etiolles, 48a, Résidence Les Bris du Cerf, a été nommé co-gérant avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juin 2011.

Fiduciaire comptable B+C s.à.r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2011089895/13.

(110100875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

Minakem Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 5.650.000,00.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.

R.C.S. Luxembourg B 118.215.

La version abrégée du bilan au 31 décembre 2010 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2011089896/12.

(110101148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

MENA Joint Investment Fund S.C.A., SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 153.372.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 62126 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011089893/11.

(110101005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

MB Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8080 Bertrange, 61, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 160.152.

Extrait de l'AGE du 17 juin 2010

Les associés, réunis en assemblée générale, consentent à la résolution suivante:

Le siège social de la Société est transféré du 26 rue de l'Industrie L-8069 Bertrange vers le 61 route de Longwy L-8080 Bertrange.

Référence de publication: 2011089889/11.

(110100776) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

Parhold S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, Place de Nancy.
R.C.S. Luxembourg B 152.415.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011089936/9.

(110101379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

Park Avenue S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.
R.C.S. Luxembourg B 116.810.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011089937/9.

(110101136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

Passion Pneu Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8005 Strassen, 18, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 101.429.

Independant Tyres Dealers Network Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 31, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 99.645.

L'an deux mille onze, le vingt et un juin.

Par-devant Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, 35, rue Notre-Dame.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de:

1) la société anonyme «PASSION PNEU EUROPE S.A.», avec siège social à L-8005 Strassen, 18, route d'Arlon, constituée suivant acte reçu par le notaire Georges d'HUART, alors de résidence à Pétange, en date du 18 février 2004, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 890 du 3 septembre 2004, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, sous la section B et le numéro 101.429,

2) la société anonyme "Independant Tyres Dealers Network Holding S.A.", avec siège social à L-1371 Luxembourg, 31, Val Sainte Croix, constituée suivant acte reçu par le notaire Georges d'HUART, alors de résidence à Pétange, en date

du 18 février 2004, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 478 du 6 mai 2004, modifiée suivant acte reçu par le notaire Roger ARRENSDORFF, de résidence à Mondorf-les-Bains, en date du 21 février 2007, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 929 du 21 mai 2007, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, sous la section B et le numéro 99.645.

L'assemblée est présidée par Monsieur Philippe DE CLERCK, administrateur de société, demeurant à B-1421 Braine, 39, rue les Hayettes,

qui désigne comme secrétaire Monsieur Philippe PIERSON, administrateur de société, demeurant à B-5300 Andenne, 9, rue du Presbytère.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Eric VISÉE, administrateur de société, demeurant à L-5612 Mondorf-les-Bains, 56, avenue Frantz Clément.

Le bureau ayant été constitué, le Président expose et l'assemblée constate:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur les listes de présence, signées "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentaire. Lesdites listes de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que la présente assemblée générale a été convoquée par lettres recommandées contenant l'ordre du jour, datées du 6 juin 2011.

III.- Qu'il résulte de ladite liste de présence, que sur les quatre cents (400) actions représentant l'intégralité du capital social, trois cent quatorze (314) actions sont présentes ou représentées à la présente assemblée.

IV.- Que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation de l'opération de fusion par voie d'absorption de la société "Independant Tyres Dealers Network Holding S.A." (Société Absorbée) par la société "PASSION PNEU EUROPE S.A." (Société Absorbante) et plus particulièrement:

a. du projet de fusion en date du 29 avril 2011 prévoyant l'absorption par "PASSION PNEU EUROPE S.A." de la société "Independant Tyres Dealers Network Holding S.A.", la fusion devant s'opérer par le transfert, suite à la dissolution sans liquidation, de l'ensemble du patrimoine actif et passif sans exception ni réserve de la Société Absorbée à la Société Absorbante,

b. du rapport écrit d'un réviseur d'entreprises indépendant, à savoir la société "TEAMAUDIT S.A.".

2. Constatation de l'exécution des obligations résultant de l'article 267 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée.

3. Approbation du projet de fusion et décision de réaliser la fusion par absorption de la Société Absorbée par la Société Absorbante notamment par le transfert de l'ensemble du patrimoine actif et passif sans exception ni réserve de la Société Absorbée à la Société Absorbante et la dissolution sans liquidation de la Société absorbée comme conséquence de la fusion.

4. Mise à zéro du capital social de la Société Absorbante et augmentation de ce même capital social à concurrence d'un montant de quatre cent mille euros (EUR 400.000,00) par l'émission de quatre cents (400) actions nouvelles et attribution des nouvelles actions émises aux actionnaires de la Société Absorbée de manière strictement proportionnelle à leur participation dans le capital de "Independant Tyres Dealers Network Holding S.A.".

5. Constatation de la réalisation de la fusion sans préjudice des dispositions de l'article 273 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée sur les effets de la fusion par rapport aux tiers.

6. Modification subséquente des statuts pour prendre en compte les résolutions prises ci-dessus.

7. Décharge aux administrateurs et au commissaire de la Société absorbée pour l'exercice de leur mandat jusqu'à la date de dissolution.

8. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière, après délibération, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'assemblée générale présente l'opération de fusion par voie d'absorption de la société "Independant Tyres Dealers Network Holding S.A." (Société Absorbée) par la société "PASSION PNEU EUROPE S.A." (Société Absorbante) et plus particulièrement:

- le projet de fusion en date du 29 avril 2011, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1046 du 19 mai 2011, prévoyant l'absorption par la société "PASSION PNEU EUROPE S.A." de la société "Independant Tyres

Dealers Network Holding S.A.", la fusion s'opérant par le transfert, suite à la dissolution sans liquidation, de l'ensemble du patrimoine actif et passif sans exception ni réserve de la Société Absorbée à la Société Absorbante,

- le rapport écrit d'un réviseur d'entreprises indépendant, à savoir la société "TEMAUDIT S.A.", avec siège social à L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter, et dont les conclusions sont les suivantes:

"A notre avis, le projet de fusion respecte les formes prescrites par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales.

Sur base des vérifications effectuées telles que décrites ci-dessus, nous n'avons pas d'observations à formuler sur le caractère raisonnable et pertinent de l'échange retenu dans le projet de fusion. La méthode d'évaluation adoptée pour la détermination de l'échange est adéquate et les valeurs auxquelles cette méthode aboutie sont raisonnables dans les circonstances données.

Les informations supplémentaires incluses dans le projet de fusion n'ont pas fait l'objet de procédures spécifiques selon les normes décrites ci-avant. Par conséquent, nous n'émettons pas d'opinion sur ces informations. Néanmoins, ces informations n'appellent pas d'observation de notre part dans le contexte du projet de fusion pris dans son ensemble."

Ce rapport, signé "ne varietur", restera annexé au présent acte pour être formalisé avec celui-ci.

Deuxième résolution:

L'assemblée générale constate que les obligations résultant de l'article 267 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée, ont été exécutées.

Troisième résolution:

L'assemblée générale décide d'approuver le projet de fusion et décide de réaliser la fusion par absorption de la société "Independant Tyres Dealers Network Holding S.A." par la société "PASSION PNEU EUROPE S.A.", notamment par le transfert de l'ensemble du patrimoine actif et passif sans exception ni réserve de la Société Absorbée à la Société Absorbante. L'assemblée générale constate la dissolution sans liquidation de la Société Absorbée comme une conséquence de la fusion.

La date à partir de laquelle les opérations de la société absorbée sont considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la société absorbante est fixée au premier janvier 2011.

L'assemblée générale nomme chaque administrateur de la Société Absorbante avec pouvoir de substitution, comme mandataire de la Société Absorbée pour l'exécution des résolutions prises lors de la présente assemblée générale, plus particulièrement pour accomplir le transfert à la Société Absorbante de l'universalité du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée et pour accomplir tous les actes généralement nécessaires ou utiles pour donner effet à la fusion.

Quatrième résolution:

L'assemblée générale décide d'abord de mettre à zéro le capital social de la Société Absorbante et ensuite d'augmenter ce même capital social à concurrence d'un montant de quatre cent mille euros (EUR 400.000,00) par l'émission de quatre cents (400) actions nouvelles.

Les nouvelles actions ainsi émises seront attribuées aux actionnaires de la Société Absorbée de manière strictement proportionnelle à leur participation dans le capital social de la société "Independant Tyres Dealers Network Holding S.A."

Tous les pouvoirs sont accordés au conseil d'administration de la Société Absorbante en vue de réaliser ces opérations, dans les formes et conditions requises par la loi.

Cinquième résolution:

L'assemblée générale constate que la fusion est réalisée sans préjudice des dispositions de l'article 273 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée sur les effets de la fusion par rapport aux tiers.

Sixième résolution:

En conséquence de ce qui précède, l'assemblée générale décide de modifier l'article trois des statuts pour lui donner la teneur suivante:

"Art. 3. Le capital social est fixé à quatre cent mille euros (EUR 400.000,00) divisé en quatre cents (400) actions d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,00).

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, sauf dispositions contraires de la loi.

La société peut racheter ses propres actions avec l'autorisation de l'assemblée générale suivant les conditions fixées par la loi."

Septième résolution:

L'assemblée générale constate que du fait de la fusion les mandats des administrateurs et du commissaire de la Société Absorbée prennent fin et décide de leur donner décharge pour l'exercice de leurs mandats jusqu'à la date de la dissolution de ladite société.

Toutes les résolutions ont été prises par trois cent onze (311) voix pour, et trois (3) voix contre, celles-ci étant celles de l'actionnaire "Quoidbach SPRL".

Evaluation

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société à la suite de la présente augmentation de capital, s'élèvent approximativement à trois mille euros (EUR 3.000,00).

Plus rien ne se trouvant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les membres du bureau ont signé le présent procès-verbal avec le notaire.

Signé: P. De Clerck, P. Pierson, E. Visée, E. Schlessler.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 28 juin 2011. Relation: LAC/2011/29159. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

Pour expédition conforme.

Luxembourg, le 30 juin 2011.

Référence de publication: 2011089939/141.

(110101557) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

Park Avenue S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 116.810.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011089938/9.

(110101137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

RECAP I S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 34, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 141.895.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 62143 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011089965/10.

(110101540) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

ROSKAM et DECLERCK Immobiliers s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8081 Bertrange, 124, rue de Mamer.

R.C.S. Luxembourg B 55.866.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011089974/9.

(110100765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

Temco Services SPRL - Succursale à Luxembourg, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1466 Luxembourg, 4, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 42.338.

Les comptes annuels au 30.09.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011089976/9.

(110100738) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

International Light and Design S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 281.600,00.**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 24.016.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 avril 2011.

Pour INTERNATIONAL LIGHT AND DESIGN S.A. (en liquidation)

KENLEY INVESTMENTS LIMITED

Signature

Liquidateur

Référence de publication: 2011090388/15.

(110101669) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

Lux Solaire S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 124, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 152.496.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 20 juin 2011.

Patrick SERRES

Notaire

Référence de publication: 2011090402/12.

(110101276) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

Kenross Lux S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 15.851.655,96.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 48.548.

Statuts coordonnés suite à une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 31 mai 2011, acté n° 7 pardevant Maître
Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, déposés au registre de commerce et des sociétés de
Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Cosita DELVAUX

Notaire

Référence de publication: 2011090396/14.

(110101215) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

Masaga S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-9647 Sonlez, 27, rue Jean-Baptiste Determe.

R.C.S. Luxembourg B 139.880.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 1^{er} juin 2011

L'assemblée a pris à l'unanimité la résolution suivante:

Le siège social est transféré à partir du 1^{er} juin 2011 à l'adresse suivante:

27, rue Jean-Baptiste Determe à 9647 SONLEZ

C. Marthoz.

Référence de publication: 2011091046/12.

(110101961) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2011.